(C.I.R.A.)

T2137-432-6,00 F le monde 1 2011 CE

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 432 JEUDI 18 FÉVRIER 1982

LES ÉTATS
PRÉPARENT LA GUERRE!



CERE A LEMAN

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU ALLIER : MOULIN - YZEURE ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉ-PARTEMENTAL NICE -CANNES ARDÈCHE : AUBENAS AUDE: NARBONNE

B.-D.-R.: MARSEILLE - BOUCBEL-AIR - GARDONNE CALVADOS : CAEN CHARENTES-MARITIMES : MAREN-NES-ROCHEFORT DOUBS : BESANÇON EURE : ÉVREUX FINISTERE : BREST GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC HÉRAULT : BÉZIERS

ILE-ET-VILAINE : RENNES INDRE : TOURS - GAGNY, NEUILLY-SUT-MARNE, LOIRE : SAINT-ÉTIENNE

MAINE-ET-LOIRE : ANGERS Offered to 1-MONTREUIL, ROSNYON : 31 MANCHE: CHERBOURG seminant BOBIGNY-DRANCY and LOT-ET-GARONNE : AGEN SEINE-MARITIME: LE HAVRE - ROUEN MOSELLE : METZ

NORD : LILLE — VALENCIENNES OISE : CREIL — BEAUVAIS ORNE : FLERS-LA FERTÉ-MACE HAUTE-GARONNE : GROUPE RÉGION TOULOUSAINE RHÔNE: LYON

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES PUY-DE-DÔME : CLERMONT-FER-SARTHE : LE MANS SOMME : AMIENS

VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE HAUTE-VIENNE : LIMOGES

VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-MENTALE

SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS: 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 4°, 5°, 6°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY - MASSY-PALAISEAU

- ORSAY-BURES - RIS-ORANGIS - VILLEJUIF

- MELUN-SÉNART **BANLIEUE EST**

1 89111111

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE

- HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN

- DOMONT

- ARGENTEUIL, COLOMBES - SEVRAN, BONDY

- DEUIL-MONTMAGNY

LIAISONS **PROFESSIONNELLES**

- LIAISON DES POSTIERS - LIAISON DES CHEMINOTS

- CERCLE INTER-BANQUES - LIAISON ORTF

- LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD: Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin EST: Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura Reims, ILE-DE-FRANCE: Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule,

OUEST: Bégard, Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne,

Chatellerault, Angoulême CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, SUD, SUD-OUEST: La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence,

Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban RHÔNE-ALPES: Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry

LA RÉUNION : liaison anarchiste GUADELOUPE : Basse-Terre

PERMANENCES DES GROUPES

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures,

derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux. Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers: tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête

en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers. Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus,

13002 Marseille. Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi

de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon. Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11e: permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les

mardis de 10 à 15 h. Groupe d'Amiens: permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly,

80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau. Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne: tous les lundis à partir de 19 h 30,

salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne. Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Br

à Cadillac (salle de l'ancien CES). Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronnage laïc, 72 avenue Félix Faure,

(15°), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h. Groupe Louise Michel: le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue

Robert Planquette, Paris 18. Groupe Fresnes-Antony: le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h,

au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58. Liaison Blois: permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine,

apt 57, Blois - 74.26.02. Groupe d'Anizy-le-Château: tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente

sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communau-

taire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23). 80. 17.09). Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi

de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux. Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20. Permanences le 1" et 3° jeudi de chaque

mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon: 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et

les samedis de 14 à 19 H.

Groupe d'Aubenas: de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences F.A. et GAEL: le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U. B, Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEU-RES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11° (M° République) — tél.: 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

- Un groupe libertaire est né à Melun-Sénart. Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires dans la région peuvent écrire aux RI qui transmettront.
- · Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes. contactez les RI pour joindre les militants de votre département.
- Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrire à Claude Garcera, BP 835, St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.
- La liaison Laval FA assure une permanence de 10 h 15 à 12 h 30, Place du 11 Novembre, le samedi à Laval.
- · Libertaires jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéressent, faîtes-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des RI.
- · Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire sur les secteurs de Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.
- Nous rappelons qu'un groupe FA est constitué à Caen. Nous appelons tous les sympathisants de la FA à le rejoindre. On peut le contacter à sa table de presse au RU B, le vendredi midi, sur le marché St-Pierre le dimanche matin.
- Un groupe d'expression et d'activités anarchistes est en formation sur Versailles et sa région. Si la propagation des idées anarchistes t'intéresse, écris aux RI qui transmettront.

Activités des groupes FA

Que reste-t-il de la Pologne ?

PAGE 2

PAGE 3

En bref

Editorial

CNRS

PAGE 5

Militarisation..

Grève aux PTT

Communiqué

Bye bye Georges!

Harry's en Lutte...

Au congrès d'Avignón...

publications de groupes

- Cafougnette est en colère! Cette feuille de désintoxication sociale éditée par le groupe communiste libertaire de Valenciennes est disponible à Publico.
- Le numéro 2 de Drapeau noir, mensuel du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste est paru. Abonnement: 30 F et plus. Pour tout contact: CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.
- La Rue n° 31, revue du groupe Louise Michel, est parue. Au sommaire:
- Le pouvoir du PS vu par un en-dehors (Roland Boisdeveix); - L'infiltration du catholicisme
- « social » (Denis Pelletier); - A propos du féminisme (Thy-
- de Rosell); - Mélanges épistémo-éco-logi-
- ques (Marc Prévôtel); - La RFA sous les feux des parutions françaises (M.S. Rol-
- La FA reprend sa place (Maurice Joyeux);
- Anarchistes italiens en France (Gaetano Manfredonia);
- Les poussées sauvages du capitalisme US (Roland Creagh). En vente à Publico. Prix :
- Le numéro 5 de L'Agitateur, journal d'expression libertaire du groupe d'Aubenas vient de paraître. En vente à Publico: 3 F.

Le PC le plus con du monde

Salvador: un peuple en lutte

Les forces révolutionnaires

Informations internationales

La droite relève la tête

PAGE 7

Charonne

PAGE 8

PAGE 9

PAGE 10

PAGE 12

La Mutualité PAGE 11

Spectacles, livres...

La conférence de Madrid

Sommaire

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11e

> Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58



RIS-ORANGIS

Le Centre de Documentation anarchiste (CDA) du groupe libertaire de Ris-Orangis ouvre ses portes : journaux et revues libertaires, affiches, posters, prêts gratuits de livres. Tous les samedis de 14 à 16 h. Notre adresse : CDA, co CAES, 1, rue E. Bonté, 91130 Ris-Orangis (à côté de la gare).

NOYON

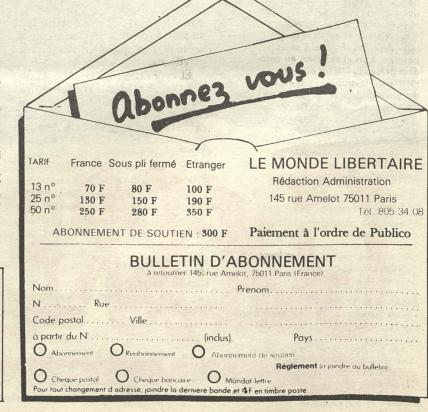
La liaison FA de Noyon organise le vendredi 19 février à Compiègne, à 21 h, une projection-débat du montage : Espagne 36 (Maison des Syndi-

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore: abonnez-vous l

> Dan 3695

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, Paris 11° Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire nº 55 635 Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20° Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse



enbref...enbref...

- · La librairie Imagine (51, rue de Lappe, Paris 11e), a été entièrement détruite par un incendie criminel le 19 décembre 1981. Une fête de soutien est organisée par le collectif Imagine, le vendredi 19 février 1982 à 19 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e (m° Alexandre Dumas). Au programme: projection de films, débat et spectacles avec Gérard Pierron qui chante Gaston Couté. Stands, librairies, expo et buffets. Avec la participation de la Ligue des Droits de l'Homme et du collectif des librairies victimes d'attentats.
- La Fédération des Motards en colère organise un rassemblement régional contre le racket à l'assurance, le samedi 20 février à 14 h, Place de la Liberté, à Toulon.
- Radio Martin Bidoure émet sur Toulon et sa région, sur 100 MHz, en modulation de fréquence, du lundi au vendredi à partir de 19 h. Pour tout contact : RMB, BP 46. 83190 Ollioules. Téléphone du studio: 63.28.60.
- Frères ennemis : Jacques Mitterrand PDG de l'Aérospatiale, frère de l'autre, a fait des remarques
- « très intéressantes » : « Il n'y a pas eu d'inflexion gouvernementale », en matière de ventes d'armes et « Les restrictions de ventes d'armes à des pays comme l'Afrique du Sud, la Lybie ou le Chili n'ont fait que prolonger celles que nous avions déjà »!
- Le centre de documentation Max Nettlau informe les personnes désirant consulter la presse libertaire actuelle et passée que le centre sera ouvert entre 18 h 30 et 20 h 30 les vendredis au 15, rue Gracieuse à Paris. Le 19 mars, une causerie est organisée sur le thème : les manipulations génétiques.
- Le bulletin Amérique indienne fêtera, le 26 février, son premier anniversaire avec le groupe Puka Wara, ensemble de musique indienne, à 20 h, à la Bourse du Travail, 29 bd du Temple, Paris 3e, métro République.
- Syndicalisme : la commission administrative de l'UD CGT-FO de Loire-Atlantique, réunie le 4 novembre 1981, soucieuse de maintenir l'indépendance de l'organisation syndicaliste et son rôle représentatif des intérêts des travailleurs face à l'Etat et au patronat décide : qu'en aucun cas, elle ne saurait ni cautionner ni participer à la création de comités locaux pour l'emploi destinés à associer patrons, Etat et salariés, au nom d'un prétendu intérêt commun, et servir d'instrument pur et simple des plans décidés par le gouvernement. Elle demande à ses militants et à ses syndicats de respecter scrupuleusement cette décision. Personne ne saurait se prévaloir de son titre de responsable de la CGT-FO pour participer à un comité de cette nature.
- Syndicalisme : Edmond Maire, qui annonce à qui veut l'entendre qu'il défend le syndicalisme cher au mouvement ouvrier français, qu'il est le continuateur de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, a déclaré le 2 février : « Nous croyons qu'il est très important pour l'emploi et l'amélioration du sort des salariés que le patronat entre positivement dans le changement en cours, au lieu d'en être écarté... ». On a eu une de ces peurs...



Vers une nouvelle offensive antinucléaire?

E samedi 30 janvier marquera-t-il un renouveau laborieux, mais néanmoins réel de la lutte anti-nucléaire, après Golfech et La Hague?

En effet, ce jour-là, plusieurs centaines d'écologistes se sont violemment affrontés aux forces de répression à Chooz, dans les Ardennes, tandis que Le Carnet, l'ex-centrale du Pellerin, près de Nantes, voyait se rassembler 1 500 personnes sur le futur site de l'usine

Pénible reprise du mouvement écologiste après le 10 mai, une date qui avait un moment donné de l'espoir à ceux qui avaient cru entrevoir, quelques aveugles sans doute, un soupçon d'écologie dans les programmes et déclarations des nouveaux maîtres.

Au Carnet, près de Nantes, le pouvoir s'est en effet mis au vert depuis la fin janvier, sous la forme des uniformes kaki des gendarmes mobiles qui ont bouclé le site du futur chantier où les travaux de forage ont commencé. Pas de centrale au Pellerin ? Bien sûr, comme à Plogoff, trop d'opposition, et puis les « camarades » élus qui avaient promis, hein... Alors, qu'à cela ne tienne, on la déplacera au Carnet, 15 kilomètres plus loin ! Ça grogne ? Petits cons d'écolos, anars, marginaux, tous anti-démocrates puisque les fameuses instances démocratiques ont été consultées (Conseil général, régional, municipalités...), et tous ou presque ont dit oui, alors ?...

Alors la lutte reprend, comme à Golfech, La Hague, Chooz, tous les entubés du moment, quoi. Difficilement, car nos chers CRS, militaires, sont maintenant socialistes. Cruel dilemme, attention de ne pas tomber dans le jeu de la droite, et puis « on » les a quand même mis au pouvoir, alors hein...

Enfin, ça commence à se ressaisir, ça repart lentement mais, espérons-le, sûrement, avec quelques troupes en moins, ceux qui croient encore que, ou ceux qui font semblant d'y croire.

Au Carnet, la lutte, manifs, « guérilla » va redémarrer, éternel recommencement. Samedi 30, une forte délégation de Plogoff est venue soutenir les manifestants. Plogoff, le symbole, l'exemple qui prouve que seule la lutte paye et qu'elle devra payer aujourd'hui comme hier contre le nucléaire de droite et contre le nucléaire de

Patrick (Groupe d'Angers)

MILITARISATION: DE VARSOVIE À PARIS?

UITE à l'initiative d'un appel unitaire du groupe de Bayon-ne aux différentes organisations libertaires du Sud-Ouest, dont la FA d'Agen, Toulouse, Bordeaux, le groupe d'Agen lance un appel relatif aux événements polonais reliés au problème français des ordonnances du 7 janvier 1959.

Marxiste ou capitaliste, l'Etat ordonnance prévoit, pour les sersera toujours l'Etat, institution vices publics, quelques disposiau service d'une classe dominante prête à tout pour conserver ses privilèges.

Et en France, ça nous pend au - En effet, l'ordonnance du 7 janvier 1959, inscrite dans la Constitution, permet l'instauration d'une situation de ce type (voir Journal officiel du 10 janvier 1959 : ordonnance portant sur l'organisation de la Défense du territoire ; articles précisant les obligations des assujettis au Service national ou au service de Défense). De même que pour une menace venue de l'extérieur, cette ordonnance trouve son application contre l'ennemi dit « intérieur » : l'Etat peut militariser tous les secteurs de l'activité économique, individus compris, de 18 à 60 ans, avec droit de réquisition du personnel féminin, au cas où les luttes d'émancipation sociale insurrectionnelles remettraient en cause fondamentalement les structures économiques de classes, de hiérarchie et de dominances sociales. Cette

vices publics, quelques dispositions que les responsables polonais n'ont pas oublié de mettre en vigueur:

« Les personnels masculins âgés de 18 à 60 ans, de tous grades et de toutes catégories sont automatiquement et sans formalité placés d'office en position d'affectation collective de défense... En cas de mobilisation ou de mise en vigueur de mesures de même nature prises par le gouvernement, tous ces personnels sont immobilisés au service exclusif de l'administration, en qualité d'affectés de défense à titre collectif. Dans cette position, ils sont à l'entière disposition de l'administration qui peut, selon les nécessités du service, modifier leur affectation et leurs attributions en temps de paix. »

Ainsi, tout est prévu, dans tous les pays, pour installer légalement l'armée dans toute la société. Car l'Etat, c'est d'abord une force brutale.

Groupe d'Agen

Editorial

ELA continue de plus belle, partout on bat le rappel! Chacun y va de ses tableaux et de ses cartes. « Voici comment Reagan prépare sa guerre! », « Moscou pense pouvoir gagner une guerre totale! », « Les atouts des deux géants sur l'échiquier mondial. »

On interviewe futurologues, docteurs Folamour et assassins galonnés..., de sang-froid ils envisagent l'apocalypse.

On sonde pour savoir si l'opinion croit et est prête à une guerre nucléaire avant la fin du siècle. C'est partout bruits de bottes et cliquetis d'armes. Fin janvier, Match joue du clairon sous le titre : « Y aura-t-il la guerre ? » A l'intérieur, le général Gallois nous rassure : cela ne durera pas plus de six minutes!

Le socialiste Hernu est formel à l'orée de cette période critique ; nous sommes très fort et bientôt nous serons les meilleurs. Les politiciens sont unanimes : le pacifisme, c'est la soumission... ou la mort! Pour notre bien, il nous faut marcher au pas et nous hair.

Pourquoi la guerre? Mais pour aider un frère agressé ou pour nous défendre, bien sûr! C'est en invoquant le sauvetage d'une partie de la population qu'Hitler est intervenu en Tchécoslovaquie et en Pologne, Giscard au Zaïre et Brejnev en Afghanistan et en Pologne.

C'est au nom de la légitime défense qu'il nous faut nous militariser pour défendre le monde « libre ». Nos techniciens de l'apocalypse semblent désormais préférer une légitime défense radicale dès le début d'un conflit. Hiroshima épargna selon l'état-major de Truman 300 000 vies américaines en ne massacrant que 150 000 Japonais. En 1951, un professeur américain demandait si l'on pouvait effacer de la terre 75 millions de Soviétiques en ne perdant pas plus de 100 hommes, à condition de le faire tout de suite. A quand la super-bombe?

En même temps que l'on salive à Genève et à Madrid pour demander à chacun de tuer, ravager et exterminer proprement, Haig annonce officiellement la reprise de la production d'un armement chimique. On imagine l'importance comme hier à Genève, la Haye ou Helsinki d'une signature c. Las d'un bout de papier.

Anarchistes, nous refusons de choisir un camp par rapport à un autre. Nous refusons le piège : défendre la liberté relative contre l'absence de liberté, défendre l'absolutisme socialiste contre la ploutocratie capitaliste. Notre travail, c'est de ne rien confondre, de ne rien simplifier, de distinguer les divers types de régimes sans jamais perdre notre spécificité de mouvement anarchiste.

Notre position face à la guerre reste immuable, l'antimilitarisme étant l'un des principes fondamentaux de la théorie libertaire.

Les anarchistes se sont toujours opposés, s'opposent et s'opposeront à toutes les guerres. Il faut trouver le moyen et la manière de faire de notre faible réalité face aux deux blocs un instrument de combat. Il faut passer de l'existence à la présence puis à l'influence et enfin à l'intervention. Guerre à la guerre! Ce n'est pas facile, mais non impossible.. Nous ne nous laisserons pas voler la vie pour les intérêts des castes qui nous gouvernent.

Que reste-t-il de la Pologne ?

E jeudi 28 janvier s'est déroulée, à Moulins, une conférencedébat : Où va la Pologne ?, organisée par l'ADIR (Association pour la diffusion des idées rationalistes) avec la participation active des militants anarchistes.

La FEN, FO, l'UPF, La Libre Pensée, la CNT, la CFDT et Yves Peyraut pour la Fédération anarchiste ont pris sucessivement la parole.

Les positions des grandes centrales, reconnues par l'Etat, restant toujours les mêmes, elles ne prêtaient pas à un large débat. Heureusement, les autres participants ont apporté l'ingrédient indispensable à la mise en route d'une véritable discussion sur les problèmes de fond. Il aurait été regrettable, en effet, d'en rester à Yalta et aux commentaires de la presse bourgeoise, parmi laquelle notre journal régional qui, entre autres, a tronqué nos articles appelant à la conférence.

Le débat s'est élargi au syndicalisme en général et sur la notion d'Etat. La salle, attentive, a bien compris la différence énoncée par les camarades de la CNT et de la FA entre Solidarité et les grandes centrales françaises. Maintes questions ont été posées sur l'organisation du syndicat et sur le combat à caractère anarcho-syndicaliste mené par Solidarité.

Une quarantaine de personne avaient répondu à l'appel, nombre qui ne nous étonna guère : la Pologne, comme tous les autres pays opprimés de par le monde, ne fait plus la une de l'actualité, les accords économiques internationaux reprenant leurs droits.

Des militants anarchistes de Moulins et d'Yzeure

Grève aux PTT en région parisienne

A mise en place de la semaine de 39 heures donne lieu à de nombreux mouvements sociaux dans les entreprises. Cela vient du fait que le patronat et le gouvernement veulent, au travers de cette loi, toucher aux avantages acquis qui permettaient aux travailleurs de certains secteurs de faire moins de 39 heures par semaine. C'était notamment le sens de la grève du 2 février aux PTT en région parisienne à l'appel de la CFDT.

Les résultats de cette grève sont intéressants en ce sens que c'était le premier appel à la grève depuis le 10 mai. Les pourcentages de grévistes (7% d'après l'administration, environ 20% seion la CFDT...) prouvent qu'il existe un réel mécontentement. Le nombre de grévistes est en effet supérieur à l'influence que peut revendiquer la seule CFDT.

Mais la persistance de la division syndicale a joué de tout son poids. FO avoue ouvertement se satisfaire de la situation, et comment pourrait-il en être autrement après avoir tout accepté, ou presque, de l'austérité giscardienne ? Quant à la CGT, elle passe le plus clair de son temps à dénoncer les « irresponsables » qui appellent à la grève alors que leur confédération a signé l'accord du 17 juillet sur les 39 heures. Ce qu'il faut dire également, c'est que le discours de la CGT réclamant les 35 heures, afin de se démarquer « à gauche » de la CFDT, se double d'une attitude beaucoup plus suspecte dans les négociations ministérielles : on y parle des « 38 heures tout de suite », rien de plus. Rien d'étonnant donc à ce que la paix sociale soit assurée de ce côté. La signature donnée à l'accord de la fonction publique n'est pas à interpréter autrement. Bien qu'il ne contienne pas d'engagements précis concernant la réduction de la durée du travail, la CGT l'utilise volontiers comme un argument pour justifier son tout nouvel engouement pour les négociations à froid. Il est vrai que le « camarade » Le Pors fait tout son possible pour satisfaire les revendications des travailleurs « responsables » et qu'il ne faut pas bousculer les choses.

L'attitude de la CFDT n'est guère plus claire. Certes, elle a

LE PATRON DE LA SOCIÉTÉ HARRY'S FAIT DES CAPRICES

AUL Picard, PDG de Harry's — société de tabrication et de distribution de pain de mie, dont les usines et le siège se trouvent à Châteauroux — est brutalement réveillé le 2 février, à 5 heures du matin. Il apprend que tout le personnel ouvrier de sa succursale parisienne vient de s'enfermer, avec marchandise (pain emballé, viennoiserie, etc.) et véhicules de livraison dans l'entrepôt de ladite succusale.

Une grève avec occupation des locaux ne s'était jamais vue en dix ans d'existence de la société Harry's ! Agés entre 20 et 30 ans, cette vingtaine de chauffeurs et magasiniers en ont marre : marre de travailler de 8 à 12 heures par jour pour 7 heures 30 effectivement payées ; marre de travailler six jours sur sept tout au long de l'année ; marre d'avoir le même salaire de base depuis cinq ans, ajusté au minimum légal par des primes qui apparaissent ou disparaissent selon l'humeur du patron ; marre de devoir livrer leur marchandise dans des véhicules qui sont de vrais cercueils roulants ; marre de se voir refuser des élections de délégués du personnel ; marre d'avoir à subir des chefaillons stupides et fainéants.

Enfermés dans le dépôt parisien de la Z.I. d'Antony, ils voient arriver les trois Renault 30 directoriales du PDG et de sa suite. Après des heures et des heures de pourparlers, de menaces, de citations de lois et de décrets contradictoires, on commence, après quatre jours, à voir se dessiner un terrain d'entente. La SA Harry's ne perdant pas la tête, un réseau de livraison paral·lèle était en place dès le deuxième jour du conflit, diminuant ainsi énormément le pouvoir de pression des grévistes. Impossibilité, jusqu'à maintenant, de découvrir où il se cache. Si vous voyez un semi-remorque Harry's, essayez de connaître sa destination et communiquez-la aussitôt aux grévistes (tél. 668.09.91).

Le vendredi, vers 16 heures, après un affrontement verbal commencé le matin à 8 heures, les trois-quarts des revendications sont négociées et acceptées. Dès que la direction est sortie, les grévistes s'embrassent : c'est une victoire! A peu de choses près, tout est accepté.

A 17 heures (retard de la direction), on reprend les négociations pour conclure. Le PDG est le seul à ne pas s'asseoir. Il annonce : « Messieurs, je reviens sur tout ce que j'ai accepté, on reprend tout à zéro lundi matin ». Stupéfaction générale de part et d'autre ... Le patron, sans mot dire, s'en va tranquillement.

Un long et dure conflit se dessine en perspective ; il ne touche pas uniquement les vingt grévistes et les brillants délégués CFDT venus à la rescousse ; il concerne aussi tout le personnel de la société Harry's, celui des entreprises concurrentes (Duroi-Jacquet, Turner, etc.), tous ceux qui dépendent de la boulangerie, et tout ceux qui ont à subir les exceptions accordées par la législation du travail.

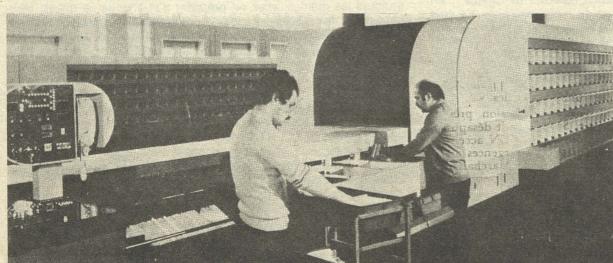
Quand sortira-t-on du Moyen-Age ?

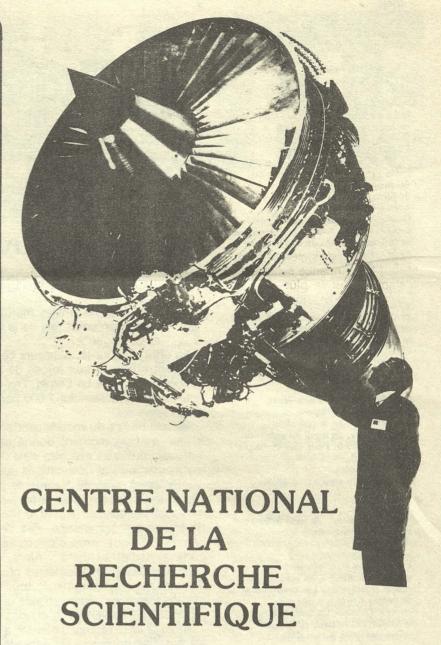
Un gréviste

eu dans ce secteur des PTT le courage d'appeler à une grève qu'elle pouvait prévoir minoritaire. Mais on sent, à travers ce mot d'ordre, la volonté d'enfermer les luttes dans un cadre bien établi par les directions syndicales, sous prétexte que les luttes locales ne permettent d'aboutir qu'à déshabiller un service pour en habiller un autre.

Ce qu'il faut aujourd'hui, dans un contexte d'attentisme atteint par les premiers symptômes de la désillusion, c'est articuler les luttes locales, plus proches de la réalité vécue par les travailleurs et en général plus massivement suivies, et les luttes d'ensemble. C'est cela qui devrait être le rôle du syndicat. Alors que la CFDT semble souvent se réjouir du refus de la CGT d'engager une action commune, car cela lui permet d'apparaître plus indépendante du gouvernement et de gagner des points. Peu importe si l'intérêt des travailleurs se trouve ailleurs.

s se trouve ailleurs.
Alain SAUVAGE





N 1979, le gouvernement Giscard faisait paraître au Journal officiel un nouveau statut des personnels chercheurs (limitation de l'embauche, limite d'âge, mobilité autori-taire, carrière...), décret s'ac-compagnant d'une remise en cause des structures du CNRS, par l'éviction des personnels ITA (ingénieurs, techniciens, administratifs) du Comité national (lieu de concertation de la politique recherche). Ces modifica-tions s'inscrivaient dans la nécessité pour ce gouvernement de contrôler cet organisme et d'ins-crire la recherche dans le plan industriel du CNPF. Cette mise sous tutelle s'achevait par la parution, le 6 mai 1981, au Journal officiel, du nouveau statut des personnels ITA. Ce gouvernement avait ainsi les « outils » nécessaires pour mener sa politique et placer la recherche sous la direction des grands monopo-les industriels. C'est ainsi que siégeaient au conseil du CNRS les représentants du grand patro-nat français, tel M. Lagardère (Matra/Hachette) et M. Yvon Gavaz (actuel président du CNPF).

Durant ces dernières années,

Durant ces dernières années, le CNRS a donc vécu à l'heure des luttes des personnels, combat pour un enjeu de classes qui a connu bien des divisions syndicales (CGT/CFDT).

Le 8 mai 1981, le SNTRS-CGT appelait à une marche sur Matignon à laquelle répondaient plusieurs centaines de travailleurs. Ce fut certainement une des dernières manifestations syndicales en France avant le 10 mai.

Le 28 octobre 1981, à l'appel de la CGT, la salle où se réunissait le Conseil (direction et grands patrons du secteur privé) était occupée. Cette action accéléra sans nul doute la démission du président et du directeur du CNRS et de nombreux patrons dont

Aujourd'hui, après la tenue du colloque sur la recherche, véritable thérapie de groupe où se sont exprimées toutes les catégories professionnelles du CNRS (ITA/chercheurs), les problèmes demeurent. Certes, le gouvernement Mitterrand a abrogé les décrets du 6 mai 1981... mais quelle va être la conclusion de ces quelques 10 000 contributions apportées lors de ce colloque? Quelle réponse au déclassement des 8 000 ITA sur les 13 500 présents au CNRS? A quand l'élargissement de toutes les instances du CNRS aux représentants des personnels

présentants des personnels... Le 5 janvier 1982, le conseil interministériel, tenu sous la présidence du Premier ministre, décidait que les métiers de la recherche bénéficieraient d'un statut particulier relevant du statut général des fonctionnaires. C'est un point positif; mais sur l'ensemble du contentieux revendicatif, peu de choses en réalité sont satisfaites. Durant ce mois de février, les négociations se poursuivent entre syndicats et direction et ministère. Une fois de plus, nous devrons compter sur la mobilisation des personnels face à un gouvernement qui ne concède que sous un rapport de force. Il nous faut donc lutter pour que l'issue de ce conflit nous soit favorable et répondre ainsi au changement tant attendu par la grande majorité des personnels.

Hervé (Groupe Louise Michel)

DERNIÈRE MINUTE :

Le tribunal de grande Instance de Nanterre a prononcé l'expulsion des travailleurs de chez Harry's (voir article ci-contre) des locaux qu'ils occupent. La mesure est exécutoire à partir du lundi 15 février. De plus amples informations dans notre prochain numéro.

AU CONGRÈS D'AVIGNON, ON Y A DANSÉ LA DÉSUNION!

A Fédération de l'Education nationale occupe incontestablement une place à part dans le mouvement syndical français, car elle se veut unitaire. Elle regroupe une pléiade de syndicats catégoriels (instits, profs du secondaire, du supérieur, agents de service, personnel intendance...) qui sont traversés par des tendances. Les principales tendances sont : la tendance socialiste qui s'appuie sur le plus gros syndicat, celui des instituteurs, et la tendance communiste qui s'arc-boute sur celui des enseignants du secondaire.

Le congrès d'Avignon qui s'est déroulé cette année entre le 1er et le 5 février était attendu à plus d'un titre. D'une part, c'était le premier congrès de l'après 10 mai. Ensuite, on se demandait qui allait tirer les marrons de la victoire. Enfin, la question se posait de savoir si l'union de la gauche allait avoir un prolongement au niveau de la fédération. Bref, le suspens!

Suspens, mon cul! Comme d'habitude, les socialos d'Unité Indépendance et Démocratie ont grignoté légèrement les cocos d'Unité et Action. Comme d'habitude, les deux grandes tendances de la FEN se sont copieusement engueulées. Comme d'habitude, les frères ennemis ont avancé des revendications réformistes d'une banalité désespérante en prenant bien soin d'éviter de poser les vrais problèmes.

On a donc parlé de laïcité, mais la laïcité des uns et celle des autres, n'est-ce pas ! On a réclamé la nationalisation des centres d'apprentissage privés managés par le patronat dans le cadre de la formation professionnelle. On a bien sûr exigé la création de postes nouveaux. Le SNI a fait des effets de manche en exposant son projet d'école fondamentale et le SNES en a fait de même avec son projet d'école progressiste. Les uns et les autres ont apprécié le changement intervenu le 10 mai tout en déplorant la lenteur de ce changement. Ah, le soutien critique! Enfin, comme à l'accoutumée, l'Ecole émancipée a tenté de sauver l'honneur perdu de la FEN en s'indignant de l'absence de changement et en

demandant que ce soit les travailleurs qui soient acteurs du changement. Une jolie voix, donc, mais si fluette!

Au bout du compte, ce congrès, on le voit, aura donc été rigoureusement sans intérêt. Les socialos et les cocos ont démontré une fois de plus leur incapacité à s'unir même sur un programme de revendications strictement alimentaires. La Pologne a été systématiquement mise en avant à chaque dispute. Les réflexions sur l'éducation et l'école ont été à l'accoutumée rares et indigentes. La FEN est restée le panier de crabes qu'elle a toujours été avec ses syndicats catégoriels accrochés à leurs différences... et à leurs privilèges. Et, bien entendu, les grands absents de ce congrès ont été encore les mêmes qu'aux congrès précédents... Les gosses!

Jean-Marc RAYNAUD

Rapport des forces en présence au sein de la FEN

Lors du vote des motions d'orientation, ont obtenu respectivement:

- Unité Indépendance et Démocratie : socialiste : 59,22% (+ 0,8) ;
- Unité et Action : communiste : 30,94 % (-0,8) ;
- Ecole émancipée : syndicaliste révolutionnaire : 0,1% (-0,1) ; Pour un syndicalisme de lutte de classes : ex-FUO : trotskys-
- tes: 3,54% (+ 0,4);
- Education et autogestion : 0,12% (-1,4). En dix ans, la tendance UID a gagné 9 points.



Les nouveaux statuts de la FEN

- Le congrès de la FEN aura désormais lieu tous les trois ans ; • un conseil fédéral de 168 membres (112 désignés par les syndicats et 56 par les courants de pensée) se réunira tous les trois
- un bureau fédéral de 35 membres (représentatif des tendances) se réunira tous les mois. Ce bureau élira un exécutif permanent de la FEN de 18 membres qui sera de tendance homogène. En clair, la tendance majoritaire monopolisera le pouvoir.

COMMUNIQUÉ

Un commando de 200 hommes - comprenant 38 anciens parachutistes - dirigé par une société de gardiennage s'est mis au service des patrons de Besnier-Claudel pour sortir plus de 700 000 camemberts d'une des usines de leur groupe dont le personnel était en grève avec occupation des lieux.

Durant les six heures de chargement de la marchandise dans 15 semi-remorques, la ville a été entièrement aux mains de ces milices patronales, et les travailleurs qui gardaient l'usine de nuit ont été parqués dans une pièce après avoir été intimidés par les matraques, les chiens, les gaz lacrymogènes et les armes à feu, sans oublier les copieuses menaces verbales de toute sorte visant notamment les femmes.

La grande presse ne s'est guère hasardée à faire de ce fait d'armes una analyse quelconque. Pourtant, cette situation est le résultat logique de la politique menée par le gouvernement socialiste ; en effet, de tous temps, les socialistes ont mis dans la tête des travailleurs l'idée qu'ils seront défendus par un gouvernement de gauche, « au service des travailleurs. » Et lorsque la situation s'envenime parce que le patronat rameute ses troupes et utilise tous les moyens qui lui sont bons pour défendre ses intérêts, le légalisme à tout crin et le fait de ménager perpétuellement la chèvre et le choux livrent les travailleurs démobilisés aux bandes fascistes ou à la trique communiste. Le Chili, l'Espagne et aujourd'hui la Pologne en sont les tristes illustrations.

A cet égard, les réactions de ceux d'Isigny reflètent bien cette situation créée par la venue au pouvoir des socialistes et le désarroi qui s'en suit; on a pu entendre entre autres : « On espère que Besnier va céder » (aux revendications), ou bien :

« On demande des gendarmes à la manifestation pour prouver qu'on est pour l'ordre. »

Face à cela, la Fédération anarchiste, tout en soutenant ceux qui luttent, réitère ses mises en garde contre le mirage du parlementarisme, contre la croyance que les intérêts des salariés et du capital sont compatibles, et contre tous les gouvernements quels qu'ils soient. Le gouvernement actuel n'est que le gestionnaire des intérêts capitalistes et, si une période difficile arrive, il sera ou bien balayé par les éléments réactionnaires qui ramèneront la droite pure et dure, ou bien il se renforcera et se donnera alors tous les moyens que la situation nécessitera.

La lutte anti-capitaliste n'est pas dissociable de la lutte anti-étatique, sans quoi elle est inopérante et les efforts développés le sont en pure perte.

Fédération anarchiste



Ecoutez Radio-Libertaire Du lundi au samedi de 6 à 24 h

sur 89,5 MHz

(Radio de la FA émettant sur Paris et proche région)

CGT: BYE BYE GEORGES!

EPUIS quelques temps, les décisions tardaient à venir dans les différentes structures de la CGT. La ligne ne répondait plus et les militants responsables restaient évasifs sur des problèmes pourtant importants.

Maintenant, ouf, ça y est, tout devient clair ; les brumes se sont levées et on peut continuer d'un pas ferme dans la marche vers le socialisme. Pourquoi? Ben voyons, le congrès du PC a eu lieu et nos bons bergers ont dû décider de ce qu'il fallait faire dans le monde politique français et en particulier dans la CGT. Indépendance ou suivisme vis-à-vis du gouvernement, fermeté ou laisser-faire avec l'oppo-sition dans le CGT ? De tout ça, on ne sait encore rien ; la seule chose qui est visible, c'est qu'il n'y a aucune remise en cause. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes : alors, bye bye, Séguy!

Bien qu'il ait prévenu les journaleux que c'était uniquement pour des raisons de santé, nous allons nous aussi jouer les troublefête! Séguy, tout bon bureaucrate qu'il était, c'était une certaine indépendance de la CGT par rap-port au PC. C'était aussi l'hom-me du 40° congrès confédéral où la CGT avait mis l'accent sur la « nécessité du débat démocratique, de l'indépendance et de l'unité syndicales. »

Lors de l'élection présidentielle, Séguy aurait désapprouvé la position du CCN accentuant à mort les convergences avec la candidature de Marchais. Bien sûr, toutes ces divergences se passent dans des sphères bureaucratiques, mais il est toujours intéressant de savoir à quelle sauce on veut nous manger, pour s'ef-forcer de garder la vie sauve! Donc Séguy est écarté du bu-

reau politique du PC, confir-

mant sa retraire anticipée (voire! Y'en a qui disent que Georges vise le poste municipal à Montargis...). C'est donc que Krazucki a les mains entièrement libres à la CGT. L'homme de fer de la CGT va-t-il accentuer la pression sur le gouvernement ou accepter tout pour tenter d'augmenter le quota des ministres communistes? Les pertes d'adhérents, les baisses aux élections professionnelles, tout cela ne compte pas, seule importe la façade. Mais en fait, CGT et gou-vernement sont d'accord sur un point : il suffit de faire des ordonnances, des décrets pour que

le bien-être ouvrier augmente... L'ordonnance sur les 39 heures est un bon exemple. Les patrons rechignent pour payer intégralement la 40° heure, Mitterrand dit qu'il ne faut pas de dimi-



nution de salaire, et la CGT déclare qu'il faut aider le président. Pourtant, dans l'ordonnance, tout est suffisamment imprécis pour que le patronat agisse à sa guise. « Vous avez un gouvernement de gauche, donc les lois qu'il décrète sont bonnes pour vous! », pourraient dire, la bouche en cœur, les patrons. La belle affaire! En fait, si le « 10 mai » a chassé l'homme aux diamants, il en mit un sérieux coup à ce qui reste d'esprit syndicaliste dans ce pays. Ce ne sont souvent plus les syndicats qui revendiquent, négocient, mais les pouvoirs publics, plus les sections syndicales, mais les CE; la gauche au pouvoir ce serait la substitution du parti au syndicat?

Si on laisse faire ces messieurs, il n'y aura même plus besoin de courroie de transmission les or dres viendront directement de Matignon! Nous doutons que cela soit la bonne méthode pour augmenter le nombre d'adhérents : on pense plutôt que le syndicalisme doit rester indépendant des agitations parlemen-taires, qu'il doit rester sur la base des intérêts propres des

travailleurs.

En 1973, aux beaux temps de l'union de la gauche, on pou-vait lire dans Le Peuple, du 1er avril, sous la plume de Séguy que des « éléments » opposaient « l'action directe aux urnes, en dénigrant le Programme commun et l'unité de la gauche en flattant démagogiquement la vieille idée anarcho-syndicaliste selon laquelle le syndicat suffit à tout. » Tout en faisant remarquer que cette affirmation est loin d'être complète, les anarcho-syndicalistes de 82 assurent le camarade Séguy qu'ils feront tout pour que les travailleurs retrouvent le chemin de l'action directe! Bye bye Georges!

J.-P. GERMAIN

LE PARTI COMMUNISTE LE PLUS CON DU MONDE!

E 24° congrès du Parti communiste français, qui s'est déroulé à Saint-Ouen du 3 au 8 février 1982, a suscité des réactions diverses. Les imbéciles sans espoir de la gau-che non communiste et de l'extrême-gauche se sont montrés surpris et peinés de la persistance du sectarisme. Les hémiplégiques de l'intelligence politique qui besognent depuis toujours à l'intérieur du monstre pour tenter de le faire évoluer ont été déçus de leur peu de succès. Et quant aux angoissés du complot international, qui ne cessent de glapir dans les corridors ampu-antis de l'ancienne et de la nouvelle droite, ils ont une fois de plus hurlé à la mort devant l'inféodation du PCF à Moscou.

Pour notre part, nous n'avons été ni surpris ni déçus ni paniqués par les résultats de ce 24° congrès. Georges Marchais, le Ran-tan-plan du communiste européen, triomphalement « réélu » à la tête du parti, une direction de peines à jouir maintenue dans sa quasi-totalité, des communistes critiques mis au pas ou en voie de l'être, l'apologie bruyante du socialisme à la mode des chars et des goulags, la reconduction d'une stratégie maniacho-délirante..., tout cela est dans la stricte logique de notre Parti communiste, et, disons-le tout net, nous nous en réjouissons. Nous avons, en effet, la chance d'avoir en France le Parti communiste le plus stalinien et le plus bête du monde, aussi aurions-nous mauvaise grâce à nous étonner de ses balourdises, à dénoncer son archaïsme ou à nous plaindre de son impuissance à être autre chose qu'un ringard du stalinisme, caricatural à sou-hait. Qu'on ne compte donc pas sur nous pour pleurer à chaudes larmes sur la décrépitude de ce vieillard qu'a toujours été le PCF. C'est ainsi que nous l'aimons, et nous tenons à le garder tel quel. On tire plus facilement sur un brontosaure incapable, par défi-nition de s'adapter à l'évolution de la vie politique, économique et sociale, que sur un renard. Imaginez, en effet, que le PCF,

touché miraculeusement par la grâce de l'intelligence politique, ait été capable, à l'occasion de ce 24° congrès, de tirer les leçons des déculottées électorales ramassées aux présidentielles et aux législatives en 1981, et des crises internes qui le secouent depuis la rupture de l'Union de la Gauche en 1978 ! Il aurait, c'est évident, changé de direction et de politique. Au lieu de cet âne bâté de Marchais, dont on ignore ce qu'il a fait de 1943 à 1947, mais dont on sait qu'il n'est pas foutu de lire autre chose que des romans policiers, nous aurions un fufute du genre Fiszbin au secrétariat général. Au lieu d'un centralisme bureaucratique étouffant tout esprit critique, et donc toute vie à l'intérieur du parti, nous verrions la direction dispenser « généreusement », ici ou là, quelques gouttes de démocratie et nul doute que les larges masses qui renâclent aujourd'hui à avaler des couleuvres, grosses il est vrai comme des boas, seraient aux anges. Au lieu du sectarisme

anti-socialiste qui a conduit l'appareil du parti à appeler « discrètement » à voter Giscard, nous verrions se mettre en place une véritable stratégie d'union de la gauche, franche, loyale, critique et donc crédible. Au lieu des manifestations répétées d'allégeance à l'égard de Moscou et du soutien apporté sans nuance



NON, SINCÈREMENT, VOUS PENSEZ CE QUE VOUS DITES, LÀ ?

au Pinochet polonais, nous dé-couvririons, ébahis, la dignité et l'impact retentisssant d'une attitude à l'italienne. Au lieu des campagnes racistes, à propos de la drogue ou des immigrés, nous aurions le plaisir de voir des militants communistes se mobiliser contre l'alcoolisme, le tabagisme et les discriminations de toutes sortes dont sont victimes tous les jours nos camarades immigrés. Bref, au lieu d'un parti repoussoir, sidérant de stupidité et de méchanceté, nous aurions en face de nous, voire même côte à côte dans certaines luttes, un parti attrayant, dynamique, subtil, pétant de santé, ouvert aux changements de tous ordres et déterminé à intégrer par tous les moyens les mille et une formes de la révolte d'aujourd'hui. En un mot comme en cent, pour les révolutionnaires que nous sommes, il s'agirait à tout le moins d'une véritable catastrophe, car c'est certain, un tel parti ne nous faciliterait nullement la tâche dans le combat que nous menons contre la bourgeoisie, mais également contre les illusions réformistes qui gangrènent à qui mieux-mieux la conscience de classe des opprimés et des exploités de toute sorte. En conséquence, c'est avec un soulagement et un plaisir que nous ne cher-cherons pas à dissimuler que nous enregistrons les résultats de ce 24° congrès. Des résultats éminemment positifs de notre point de vue car, barré comme il l'est, le PCF ne va pas manquer de passer de 15% des voix aux dernières élections à 10% aux prochaines; ses militants vont continuer à trainer les pieds ou à aller voir ailleurs si c'est un peu moins puant ; sa presse ne risque pas d'enrayer le désintérêt dont elle est l'objet, sa courroie de transmission syndicale va continuer de s'effriter lentement..., bref, du déclin on passera progressivement au délabrement. Chouette!

Plus sérieusement, ce 24° congrès du Parti communiste français aura été l'occasion, une nou-velle fois, de constater à quel point ce parti est dépendant d'une stratégie mondiale élaborée à Moscou. Une dépendance qui remonte loin dans le temps et qui, aujourd'hui comme hier, passe par le biais d'un contrôle de tous les échelons et de tous les instants de la vie du parti, contrôle étroit, permanent et sys-tématique exercé de manière véritablement despotique par ces quelques membres de l'appareil que Philippe Robrieux (1) appel-le « l'appareil de l'appareil. » Une dépendance qui explique pour l'essentiel la stratégie suicidaire à court terme qui vient d'être adoptée par ce congrès. Car c'est évident à plus d'un

titre, en expliquant ses échecs récents par la fameuse thèse du « retard historique » (si Marchais a fait 15% des voix aux dernières présidentielles et si la CGT voit son influence se réduire..., c'est la faute à Maurice Thorez qui n'a pas su prendre le virage Kroutchévien), non seulement le Parti communiste met complè-tement à côté de la plaque, mais de plus, il fait rigoler tout le monde. N'importe qui sait — parce que ça saute aux yeux — que si le PCF est aujourd'hui en déclin, cela est dû à une série impressionnante d'erreurs politiques. Le choix de Marchais comme grand timonier; la stratégie sectaire de ces trois dernières années ; des campagnes de presse lamentables sur la drogue ou les immigrés ; un retournement de veste éblouissant après la victoire de Mitterrand qui, du jour au lendemain, a subite-ment eu droit à la flatterie la plus vile après s'être fait traité de tous les noms pendant trois ans ; la fixation névrotique sur le mythe complètement éventé du bilan globalement positif des pays de l'Est ; le soutien incontestable apporté au Pinochet polonais en train d'écraser une classe ouvrière qui cherchait seulement à faire évoluer le totalitarisme vers davantage de justice sociale et de démocratie ; le refus d'admettre le débat et la critique à l'intérieur du parti...; et on pourrait continuer comme ça long-

Là, et là seulement se trouvent les véritables causes du déclin du PCF, et Marchais et consorts le savent bien. Oui mais voilà, si la direction du parti devait reconnaître ses erreurs et céder la place à ceux qui depuis le début contestaient la politique suivie, ce serait remettre en cause la sacrosainte infaillibilité du parti. Un parti d'avant-garde, ne l'oublions pas, détenteur d'une méthode d'analyse « scientifique » lui permettant d'appréhender l'évolution et le sens de l'histoire. De plus, ce serait remettre en cause le pouvoit absolu de « l'appareil de l'ap-

pareil ». Impossible, donc!

Alors tant pis! Puisqu'on ne
peut pas résoudre le problème à
la base, et bien on va attendre
qu'il se résolve de lui-même avec

S' IL est indéniable qu'une partie de la bourgeoisie a délibérément fait le choix de jouer la carte de la socialdémocratie le 10 mai, il n'en demeure pas moins vrai qu'une autre fraction, la plus conservatrice, si ce n'est réactionnaire, espère bien après cette « pause » forcée, que ses jeunes loups récupèrent le pouvoir politique qui leur fait défaut pour l'instant.

Le capitalisme des années 80 ne se présente plus sous les mêmes formes qu'au début du siècle. Le capital s'adapte, le temps de l'entreprise appartenant à un seul homme ou à une seule famille s'estompe au profit de la propriété et de la gestion collective par des groupes financiers et des ententes industrielles.

Nous vivons le temps du « patronat anonyme ». L'ère des multinationales a remplacé le temps des deux cents familles.

En fait, Mitterrand et le PS ne sont que le marche-pied d'une nouvelle classe ascendante, les technobureaucrates qui, accédant par ce biais au pouvoir politique, permet au capitalisme d'asseoir encore mieux son gros cul sur tous les aspects socio-économique de la vie. Aussi, tous les mots d'ordre de la gauche et des syndicats, courroies de transmission de celle-ci, qui ont forcé la main aux travailleurs à voter pour le « changement », n'ont fait qu'entraîner ceux-ci dans une impasse suicidaire, faisant conquérir le pouvoir politique à ceux qui étaient en passe de nous diriger, de nous commander demain. Bref un remake de 1789

LA DROITE RELÈVE LA TÊTE

Si le consensus entre le nouveau gouvernement et les travailleurs semble s'instaurer peu à peu, malgré quelques couacs parci par-là, bien vite corrigés par nos : chers » syndicats « responsables », celui-ci n'a pas l'air cependant de s'étendre au sein de ce qu'on appelle la nouvelle opposition.

Il n'a fallu que six mois pour que celle-ci se paye une nouvelle virginité. Que l'ancienne majorité, elle, prenne ses galons de nouvelle opposition. Alors que le Sénat n'ayant pas encore changé de majorité, ni le Conseil constitutionnel tout son jeu, il lui faut se refaire une beauté auprès du public ; Giscard a contre lui le malheur d'être le vaincu du 10 mai, et c'est certainement lui qui aura le plus de mal à reconquérir son électorat. Cependant, Giscard la mollasse ne désespère pas. Un œil fixe sur les cantonnales, l'autre sur les prochaines présidentielles, il est persuadé que les Français ont été trompés et qu'ils arrêteront l'expérience en cours. Dopé par le résultat des élections partielles, Giscard la limace s'est entouré d'une équipe d'une cinquantaine de personnalités pour réfléchir sur un projet de société pour la France de l'après-socialisme. Giscard la nouille, prêt à jouer la carte de l'alternance ?

Un qui refuse ce jeu, c'est bien Chirac. Après les assises du RPR à Toulouse où il a fait un malheur, le député de Corrèze est près de prendre le relais, mais bien avant 1988. Le maire de Paris, depuis le 10 mai, a les mains libres. Il n'est plus l'otage de la solidarité qu'il était tenu de respecter lors du précédent septennat. L'agité du RPR à l'avantage, sur son voisin de pallier, le fait de ne pas être le perdant des dernières élections, et cela pèsera en sa faveur. Le matamore est prêt au combat, la méthode douce à la Giscard, connaît pas ! C'est tout de suite qu'il faut foncer, et il y mettra tous les moyens, soyons-en sûrs. Devenu le leader incontesté de l'opposition, il a su faire régner le silence dans la classe et ramener à la raison les dissidents.

Debré, terminé. Chaban, sur la touche. Les autres, au gardeà-vous. Même Peyrefitte, le héros des partielles. Symbole de l'après-gaullisme, Jacquot les grands crocs se présente en sauveur de la France perdue par la socialo-communiste.

Alors, que ce soit Mitterrand ou Marchais, Giscard ou Chirac, tous ces gens, en fin de compte, ne représentent que les intérêts des capitalistes. Même si la façon d'exploiter est différente. Pendant 23 ans, nous avons vu la petite gauche se disputer comme des gosses pour prendre le pouvoir. Aujourd'hui, c'est au tour de la droite de se chamailler et de se faire des croche-pieds. Ces batailles de chiffonniers nous fatiguent. Il est l'heure d'aller mettre les enfants au lit.

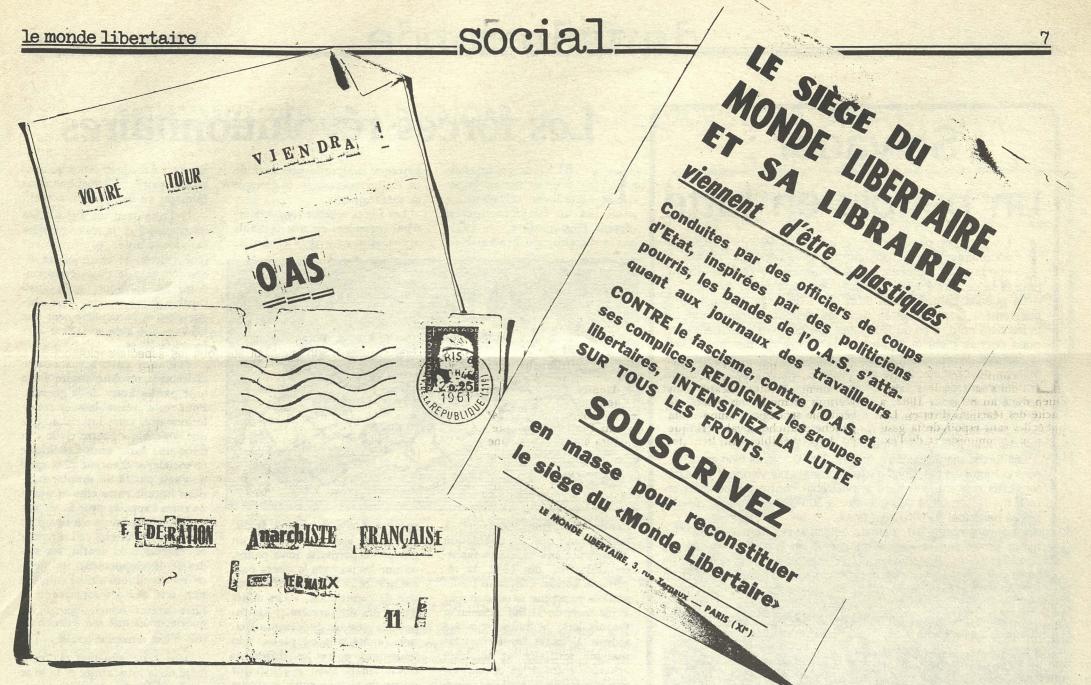
Joël SAINTIER

le temps. Et tant pis si l'hémorragie de militants s'amplifie! Et tant pis si le parti continue à décliner au niveau électoral ou syndical. L'essentiel c'est que le parti garde sa cohérence interne. Mieux vaut un petit parti de mi-litants bêtes et disciplinés qu'un grand parti plein de brâillards, de fortes têtes et de cœurs généreux. Et puis, avec un peu de chance, le purgatoire risque d'être bref. Les socialos au pouvoir sont condamnés à moyen terme à se déconsidérer en tout ou partie aux yeux de tous ceux qui ont cru dans le changement. Il suffira donc de profiter de l'occasion pour, en chevauchant la vague de mécontentement, se refaire une santé et une virginité. Alors, au bout du compte, le

Parti communiste français est aussi bête qu'il en a l'air? Rien n'est moins sûr, et de toute façon, même s'il l'est quand même un tantinet, comme sa bêtise va de pair avec sa méchanceté proche de la férocité, il serait dramatique que nous nous contentions de rire de ses claudiquements et de ses bévues. Plus que jamais, le destruction du Vieux Monde passe par la mise à mort du fascisme rouge dont le PCF est un des plus beaux fleurons.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Philippe Robrieux: Histoire intérieure du Parti communiste français. Trois tomes, éd. Fayard. A lire impérativement pour saisir la totalité des ombres et des lumières du PCF.



ALGÉRIE c'est la France! », « La France de Dunkerque à Tamanrasset! » Ces slogans, qui attestent de la crétinerie des hommes politiques de la IVº République, avaient déjà fait long feu si l'on peut dire! – au début des l'année 1962, du moins dans les discours officiels. Les tenants de l'Algérie française, c'étaient, bien sûr, les pieds-noirs (les « gros » et les « petits »), le fameux quarteron de généraux et les habituels nostalgiques d'une France dure et pure. Ce n'est pas que la grande majorité de nos compatriotes éprouvassent une grande sympathie pour les Algériens musulmans, mais le pays en avait marre de cette guerre qui n'en était pas une, qui s'éternisait, coûtait cher, menaçait d'amener un régime de dictature militaire. Tout cela, comme le constataient sur place les jeunes du contingent, pour les intérêts de quelques colons. On finissait quand même par savoir, par prendre conscience, que ces gens n'avaient jamais admis la moindre réforme, supporté la plus petite atteinte à leurs privilèges exorbitants. Ils avaient conçu une société figée dans laquelle l'exploitation maximale des Algériens musulmans était considérée comme naturelle, licite (faire suer le burnous!); les « petits blancs », eux, souvent pauvres, étaient pourtant fiers d'appartenir à la race des maîtres et, ainsi, se sentaient supérieurs aux indigènes ; ce qui les aidait à supporter leur indigence.

Ce genre de situation n'est cependant jamais immuable. Tragédie constante pour les exploités, elle aboutit toujours à des révoltes ou à des révolutions. Il y faut parfois du temps, toujours des ruines et du sang. Les ultra-conservateurs et les autres ne connaissent qu'un moyen de maintenir leur société d'exploitation : la force. Imbus de leurs richesses, aveuglés par le racisme, leur mépris de tout ce qui n'est pas de leur caste, ils sont incapables d'accepter les réformes qui leur permettraient, moyennant de très légers « sacrifices », de consolider leurs positions contestées.

Donc la France s'enlisait dans la guerre d'Algérie comme elle s'était embourbée dans celle d'Indochine. La bataille d'Alger avait bien été gagnée par le général Massu au prix de l'application généralisée et officialisée de la torture ; l'armée française pouvait bien gêner considérablement les mouvements des troupes du Front de libération nationale à la frontière tunisienne,

on voyait que c'étaient des « victoires » précaires et que, de toute façon, on pourrait laisser encore longtemps des centaines de milliers de jeunes soldats surveiller chaque village, chaque quartier de ville. Le général de Gaulle avait l'ambition de jouer un rôle important dans le monde, il ne pouvait le faire tant que la guerre colonialiste d'Algérie mettait la France en position d'accusée devant les pays du Tiers-Monde. C'est donc ce général, aux idées de droite, mais pragmatique, qui allait admettre la paix. Le Parti socialiste,

de monde, seuls les militants y participaient.

Deux grandes manifestations eurent lieu cependant à Paris : celle des Algériens, le soir du 17 octobre 1961, et celle qui était prévue de la République à la Nation, organisée par les centrales syndicales, et à laquelle s'étaient joints le PSU et le Parti communiste, ainsi que des militants d'autres organisations, dont des libertaires ; elle se termina tragiquement au métro Charonne ; c'était le 8 février 1962.

CHARONNE

lui, dont c'eût été la vocation, s'était effondré de reniements en reniements. Après la victoire électorale du Front républicain, dont le thème de la campagne avait été la paix en Algérie, victoire de la gauche, Guy Mollet avait envoyé le contingent en Algérie soutenir les baroudeurs qui avaient vainement tenté de casser les « Viets » et tentaient, apparemment tout aussi vainement, de casser les « fellouzes ». C'est le même Guy Mollet qui, en 1958, alla chercher de Gaulle...

Ce fut l'époque où la saisie des journaux était pratique courante. Le Monde libertaire fut saisi plusieurs fois (il était naturellement interdit en Algérie), mais il était saisi dans les kiosques par des policiers sans que l'administration du journal en soit officiellement avisée. Saisies clan- destines, honteuses.

Ce fut l'époque aussi où peu après l'affaire de Charonne notre librairie de la rue Ternaux fut plastiquée; notre magasin fut complètement détruit et il ne resta pas une vitre aux immeubles avoisinants (1).

Ce fut l'époque où l'on stoppait les trains qui emmenaient les jeunes du contingent ; où, la nuit, lorsqu'une patrouille de flics nous surprenait en train de coller des affiches contre la guerre d'Algérie, on était collé au mur, mitraillette sur le ventre, emmenés souvent au commissariat pour y passer la nuit avec les compliments d'usage.

Les manifestations, toutes interdites, n'étaient pas des promenades. Il est vrai qu'elles ne rassemblaient pas beaucoup

Les Algériens venaient d'être soumis, à Paris, à un couvre-feu qui commençait à 20 h 30. Ajoutée à d'autres brimades, cette mesure fut la raison qui motiva la manifestation du 17 octobre. Y participaient des femmes et des gosses, c'est dire qu'elle se voulait pacifique. Ce fut la première grande « prestation » des flics assassins. Harkis, CRS, flics se déchaînèrent. Bilan : des dizaines d'Algériens tués par balle, par coups, par noyade dans la Seine. M. Maurice Papon est alors préfet de police ; M. Roger Frey est ministre de l'Intérieur.

Le 8 février 1962, la manifestation, cette fois, rassemble un grand nombre de personnes. Son but : protester contre les attentats commis par l'Organisation armée secrète (OAS) dont le dernier en date, au domicile de Malraux, avait blessé grièvement une fillette de 4 ans. Chacun connaît le déroulement des événements. Les provocations policières furent constantes, conduisant plusieurs fois à des echauffourées. Les flics tirent. Finalement, la manifestation va se disperser. Les gens, le dos tourné aux policiers qui barrent le boulevard Voltaire près de la Nation, écoutent les dirigeants syndicaux qui les invitent à se disperser. C'est alors que, sans raison aucune, la flicaille charge avec une brutalité telle, qu'on peut affirmer que le but de ce déchaînement ne pouvait être que la volonté de faire des victimes.

Neuf morts... Des dizaines de blessés, grièvement. C'était réussi (2).

Les responsables des forfaits commis

par ces brutes en uniforme sont, toujours eux, Papon et Frey. Ces personnages sont encore aujourd'hui des « VIP » (Very Important Persons). Papon, ministre du Budget sous Giscard, accusé récemment d'avoir organisé la déportation de juifs pendant l'Occupation, toujours fidèle à ses convictions, vient d'effectuer un voyage au Chili avec un groupe de parlementaires de droite. Il y a fait un grand éloge de Pinochet. Frey, lui, est président du Conseil constitutionnel, qui a pris les décisions que l'on sait sur les nationalisations. Fidèle serviteur des intérêts de la France... financière. Ces messieurs n'ont rien eu à dire aux journalistes qui voulaient les interwiever le jour du 20e anniversaire de la tuerie de Charonne.

Quant aux soudards qui ont assassiné directement les manifestants — ils sont autant responsables que leurs chefs — ils n'ont bien sûr jamais été inquiétés. On peut supposer qu'ils ont obtenu depuis leurs glorieux forfaits de l'avancement, qu'ils profitent déjà ou vont bientôt profiter. à un âge pas trop avancé, d'une retraite confortable qui ne les empêchera pas d'exercer une activité de... vigile par exemple

Le gouvernement gaulliste, dans sa lutte sévère contre l'OAS, ne voulait surtout pas d'un soutien populaire. Cela devait rester une affaire de spécialistes, et il préférait employer ses barbouzes. Soutien électoral populaire, oui ; soutien populaire dans la rue, non. Ça peut donner de mauvaises idées.

Le 8 février 1962, neuf travailleurs étaient assassinés légalement parce qu'ils voulaient la fin de la guerre en Algérie. Le 18 mars 1962 étaient signés les accords d'Evian qui mettaient fin à la guerre d'Algérie...

André DEVRIENDT

(1) Ironie des choses : les victimes des attentats percevaient une indemnité du gouvernement. Et c'est ainsi que plus d'un an après, nous avons reçu plus de 9 000 francs nouveaux en un chèque accompagné d'une lettre de... Roger Frey! Il est vrai que la demande de réparation avait été faite au nom de l'Association pour l'étude et la diffusion des philosophies rationalistes.

(2) Nous étions tellement en rage que le groupe libertaire auquel j'appartenais avait envisagé de faire sauter le domicile de Papon, bien que nous réprouvions tous les attentats. Et si Papon avait sauté avec, nous n'aurions pas pleuré. L'affaire ne s'est pas faite. Ce fut peut-être dommage...

Salvador: un peuple en lutte

Ly a un peu plus d'un an, le 10 janvier 1981, la guérilla salvadorienne déclenchait une offensive générale. Depuis, le nombre des victimes, qui s'élevait déjà à plus de 13 000 pour la seule année 1980, a maintenant dépassé les 25 000.

La guérilla contrôle plus d'un quart du pays. Elle est particulièrement bien implantée dans les régions montagneuses, à la frontière nord, près du Honduras. Elle contrôle également quelques poches dans le sud-est et le centre du territoire. Dans la capitale, la vie paraît tranquille à cause d'un important quadrillage de l'armée. Dans les villages, les paysans manquent pratiquement de tout, les médicaments y font défaut ainsi que les médecins dont peu s'y risquent à cause des combats. De ce fait, beaucoup de paysans fuient leur lieu d'habitation et viennent grossir le nombre des réfugiés qui atteindrait 500 000 personnes, soit 10% de la population totale du Salvador!

Les forces salvadoriennes alignent 25 000 soldats bien entraînés, sans compter les bataillons d'extrême-droite qui viennent s'y ajouter. Elles mènent une lutte impitoyable contre l'opposition armée qui rassemble 4 000 guérilleros, 30 000 hommes en réserve près à participer à l'offensive finale.

Le 7 décembre 1981, l'armée lançait une offensive qui fit un millier de victimes civiles et qui a rayé de la carte trois villages dans la région de Morazan. L'un des objectifs principaux de cette offensive était de détruire Radio Venceremos, la radio du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération nationale). Mais celle-ci avait interrompu ses émissions trois jours avant cette offensive et elle a pu les reprendre quelques jours plus tard après le départ de l'armée.



En réponse à ces actions, la guérilla s'attaque aux cadres et sympathisants du régime, sans compter évidemment les actions d'envergure telles que la libération de zones contrôlées par l'armée.

Au mois de mars, auront lieu les élections organisées par la junte au pouvoir, dirigée par le démocrate-chrétien Napoleon Duarte. Naturellement, tous les candidats font partie intégrante de la classe au pouvoir et de l'armée (tel que le chef des escadrons de la mort, l'actuel ministre de la Défense...). Ces élections sont dénoncées par le FMLN-FDR (Front démocratique révolutionnaire), dont les leaders susceptibles de se présenter sont sur la liste des condamnés à mort. Le FMLN ne refuse pas le principe de telles élections, mais souhaite que celles-ci fassent partie intégrante d'une solution globale, c'est-à-dire la levée de l'état de siège, la réouverture de l'université, la levée de toutes les interdictions sur les libertés publiques, ce qu'évidemment le pouvoir ne veut pas.

Les USA appuient fortement le principe des prochaines élections qui donneraient une couverture démocratique à la junte en place. Parallèlement, ils ne cessent d'amplifier leur aide militaire. Pour justifier cette « aide », Reagan s'appuie publiquement sur un certain rapport qui prouverait que la guérilla est approvisionnée en armes, essentiellement par Cuba via le Nicaragua. Même si ce circuit existe, il est important de noter que, comme toute résistance populaire, les insurgés récupèrent leurs armes lors des combats. Ils s'approvisionnent également sur le marché noir international des armes.

Il est incontestable que sans l'aide accrue des USA, la guérilla aurait déjà renversé la junte militaire. Leur combat devient un conflit à longue échéance, et plus le conflit durera, plus la guérilla augmentera ses forces, tandis que l'appareil militaire salvadorien ne cessera de se fissurer. Car si le peuple insurgé lutte pour une cause qu'il juge juste, l'armée n'est qu'une structure dont les éléments de base (issus d'ailleurs du peuple) se battent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Il ne restera, pour les Américains, que l'intervention directe s'ils jugent qu'ils ne peuvent se permettre un nouveau « Nicaragua ». Ce serait alors un tournant important pour le flux révolutionnaire qui secoue, depuis plusieurs années, l'Amérique centrale, et annoncerait un recul sans précédent des Etats-Unis. Nous ne pouvons que soutenir et constater une fois de plus qu'un peuple qui se bat pour sa liberté n'a pas de place sur l'échiquier mondial où chaque pion est un pays asservi aux intérêts du capitalisme de l'Ouest et de l'Est.

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)

Les forces révolutionnaires

ETAT de guerre civile dont est victime la population salvadorienne n'est pas un fait récent. C'est depuis l'instauration, en 1931, de la dictature du général Her-

battants, malgré la précarité de ces méthodes et surtout le manque de médicaments.

Les forces rebelles sont aujourd'hui organisées en une véritable armée disposant d' « écoles de



nandez Martinez, despote à moitié fou, que la population est soumise aux exactions fascistes. En effet, dès 1932, la répression contre une vaste insurrection paysanne se soldait par le massacre de 31 000 personnes. Depuis lors, le Salvador a été soumis à toutes les formes de pouvoir militaire et la lutte acharnée entre riches et pauvres, sous une forme ou sous une autre, n'a jamais cessé.

La misère

Pour l'année 80, le chiffre des victimes de la dictature dépassait les 13 000 et l'on estime que dans 90% des cas il y a eu torture. Ces massacres sont perpétrés souvent par l'armée elle-même, mais les groupes fascistes, comme ORDEN, seraient responsables de 15% de ces assassinats.

Dans de telles conditions, l'existence des populations ne peut être que misérable. La malnutrition est quasi-générale et les enfants en sont les premières victimes. Les maladies endémiques (tuberculose, parasites intestinaux...) sont très répandues et les moyens pour les combattre font cruellement défaut. Et bien sûr, la misère morale vient s'ajouter à la misère physique : dans certaines zones, comme dans la région du Morazan (situé à la frontière Nord-Est du pays), l'analphabétisme oscille entre 80 et 90%. De plus, la population paysanne est victime d'une politique de terreur systématique orchestrée par la junte, afin de faire fuir es populations et de couper les insurgés du peuple.

L'organisation des forces révolutionnaires

Malgré cette misère extrême, la vie s'est réorganisée, avec ses lois, son armée, son Eglise, son système de santé et même sa radio — Radio Venceremos, contrôlée par le FMLN.

La réorganisation de la vie sociale par les insurgés s'articule autour de trois structures de base : la milice, la santé et la production. Ces cellules de base sont reliées entre elles par un réseau assez dense de Walkies-Talkies et par un coordinateur de zone qui distribue orientations et demandes. Cette réorganisation a permis de répondre aux besoins les plus urgents. La constitution d'hôpitaux, la présence d'un infirmier dans chaque campement et l'instauration d'un minimum d'hygiène a permis de combattre les parasitoses dans la population civile et chez les comguerre ». L'encadrement et la discipline ne sont plus ceux d'un groupe de partisans, mais plutôt, comme les insurgés le disent euxmêmes, ceux d' « une armée en voie de constitution. » Des unités d'élite ont été formées et un important réseau de communications a été mis en place, non seulement entre les différents fronts, mais aussi à l'intérieur même de chaque zone, entre les groupes d'insurgés. Sur le terrain aussi la situation a nettement changé. L'échec de l'offensive générale lancée le 10 janvier 81 a amené les forces révolutionnaires à délaisser la tentative d'insurrection généralisée pour une tactique de harcèlement et de sabotage. Cette tactique a visiblement porté ses fruits puisqu'aujourd'hui les forces de la junte ont perdu le contrôle de plus du quart du pays. Certes, elles règnent sur les villes principales du pays et elles peuvent intervenir ponctuellement dans n'importe quel point du pays, mais elles ne peuvent s'y maintenir longtemps. Et c'est toute une partie du pays qui est, de fait, aux mains des forces révolution-

Le peuple en armes ne sera jamais vaincu!

Pourtant, la situation des insurgés est toujours très précaire. En fait, les forces révolutionnaires sont très isolées dans tous les donaire en Amérique centrale, mais surtout parce qu'il manque deux éléments au mouvement actuel :

- 1) d'une part, un réel soutien international de la classe ouvrière capable d'aider pratiquement (par l'envoi de matériel) et financièrement la lutte révolutionnaire au Salvador, mais aussi capable de neutraliser, dans chaque pays et particulièrement aux USA, toute aide de l'Etat aux forces fascistes;

- 2) d'autre part, une conduite clairement révolutionnaire de la lutte par les forces de la guerilla. Pour être véritablement révolutionnaire, cette lutte doit être une véritable « guerre civile » et donc une lutte armée politique et sociale, « d'autant plus qu'il ne s'agit pas là de simples fractions luttant entre elles et ayant de rares rapports avec la vie des masses. L'événement n'a rien d'un combat en vase clos... La nature et l'extension du conflit, ses modes de développement, les inévitables conditions de sa solution sont tels que les aspects de la lutte armée sont ceux de la guerre, mais que son essence est celle d'une révolution sociale. » (1).

Dans cette situation, la conduite de la lutte armée et la mise en place des structures d'une véritable autogestion sont indissolublement liées pour conditionner un éventuel succès des forces révolutionnaires. La victoire des insurgés repose sur la mise en place d'une véritable socialisation de la production. Mais cela suppose surtout une organisation de la lutte qui corresponde étroitement à la réussite à la fois de la lutte armée et de la révolution sociale. La volonté de construire une armée classique utilisant une tactique militaire, elle aussi classique, ne correspond pas à ces impératifs. Et c'est ce qui explique, au moins en partie, l'échec de l'offensive de janvier 81. En revanche, la tactique de la guérilla reposant sur le peuple en armes correspondrait très exactement aux nécessités de la lutte armée révolutionnaire. La lutte, sans la propagande révolutionnaire et la conduite d'une véritable révolution sociale, ne peut que conduire au triomphe d'une nouvelle fraction de la classe



maines. Elles souffrent de très graves difficultés d'approvisionnement en armes et en médicaments. Leur action n'est pas toujours comprise par la population et elles demeurent très isolées au plan international. Quant à l'éventuel succès d'une véritable révolution au Salvador, il paraît très aléatoire, non seulemeny parce que les Etats-Unis ne tolèreront jamais un succès révolution-

dominante, ce qui risque de se produire dans la situation actuelle. En revanche, le peuple armé luttant pour des objectifs clairement révolutionnaires ne sera jamais vaincu.

> Monique et Philippe (Gr. Kropotkine)

(1) Camillo Berneri: Guerre de classe en Espagne.



LE COLLECTIF **HAPOTOC**

UI sommes-nous? Le collectif HAPOTOC existe depuis décembre 1974. C'est une organisation aux racines libertaires qui cherche à mettre en évidence la violence de l'Etat telqu'elle se manifeste, entre autres, dans les prisons et le traitement des prisonniers. Depuis sa création, le groupe hollandais du collectif international, qui publie Newsletter, a subi beaucoup de changement et s'est beaucoup développé. Nous restons en opposition constante à l'Etat autoritaire et combattons sans répit pour l'abolition

Que faisons-nous? Cinq à six fois par an, nous publions Newsletter en hollandais et en anglais, que nous envoyons gratuitement à qui le désire. Les membres du collectif entretiennent une correspondance avec de nombreux prisonniers dans le monde. Beaucoup de gens lisent Newsletter, envoient des lettres de protestations aux instances responsables et évrivent aux prisonniers. Cette correspondance est l'aspect le plus important du travail d'Hapotoc. Nous encourageons les prisonniers à combattre pour leurs droits et ceux de leurs compagnons. De même, il est important que les gens qui ne sont pas en prison se sentent concernés. Nous considérons Newsletter comme un moyen de communication qui, en mettant les prisonniers en contact avec les « gens du dehors », permet de développer le combat pour leur libération. Pour ce travail, nous comptons seulement sur les initiatives de ceux qui lisent Newsletter. Nous comptons sur nos lecteurs et plus spécialement ceux qui sont en liberté pour prendre la plume et s'en servir.

Dans les années passées, nous avons pu voir que des résultats positifs peuvent être obtenus par des campagnes persistantes de correspondance dirigées vers les gardiens, les personnalités gouvernementales et les organisations humanitaires. Des lettres qui demandent que des actions soient entreprises sur divers problèmes, des lettres qui attirent l'attention sur la situation de certains prisonniers. Les comportements sadiques de gardiens ou surveillants ont été dénoncés, des pratiques inhumaines et illégales ont été mises en lumière, des hommes et des femmes ont été libérées après des années de réclusions solitaires à la suite de campagnes de courrier.

Le courrier ne mettra pas fin à l'injustice et la sauvagerie de la prison. Eventuellement, nous pouvons contribuer à ébranler le système. Mais le courrier peut révéler la vérité à beaucoup de gens. Par la plume, on peut leur faire comprendre la cruauté et l'injustice des prisons, ainsi que cette société malade qui les entretient.

Le collectif Hapotoc refuse de jouer le jeu de beaucoup d'organisations de prisonniers qui n'assistent que les prisonniers politiques, les prisonniers de conscience et d'opinion. Une telle aide préférentielle et discriminatoire ne peut qu'aider l'administration pénitentiaire en lui permettant de diviser les prisonniers entre eux, en les détournant ainsi de leur oppresseur commun, l'Etat. Les crimes de tous les prisonniers est insignifiant comparé au crime de la prison : son exis-

Newsletter contient parfois des commentaires sur la nature répressive des maisons de jeunes délinquants, des hôpitaux psychiatriques et des asiles pour personnes âgées. Nous croyons que ces institutions sont devenues, dans beaucoup de cas, de véritables prisons, avec leurs règles propres, pour nombre de gens innocents et abandonnés, victimes de notre société malade.

Nous sommes aussi de plus en plus alarmés sur les projets fous et destructeurs, comme la fabrication des armes nucléaires, l'implantation d'équipement nucléaire, les quantités effarantes de produits radioactifs qui empoisonnent la terre, l'eau et la nourriture. Nous réalisons qu'un grand nombre de ceux qui s'opposent au nucléaire finissent en prison et que ces activistes empoisonnés peuvent rester des activistes à l'intérieur des prisons.

Ce que nous pouvons faire?:

- écrire des lettres de protestations. Dans chaque Newsletter, nous donnons des informations relatives aux instances spécifiques responsables des tortures et des injustices dans les prisons, ainsi que les noms et les adresses des gens auxquels il faut écrire pour protester contre cette situation;

- écrire aux prisonniers. Rester en contact en maintenant une correspondance régulière avec un (ou des) prisonniers (s). Le courrier peut aider à remonter le moral d'un taulard, l'aider à supporter l'isolement, la frustration et la brutalité de la prison. Inciter le prisonnier à combattre la cruauté et l'injustice de sa réclusion, et l'aider dans son combat.

Rejoindre le combat pour l'abolition des prisons est une contribution active à la révolution sociale. Vous pouvez aussi nous aider en envoyant vos dons pour aider à couvrir les frais d'impression. Parce que Newsletter est gratuit, les dons sont toujours les bienvenus. Nous ne sommes pas engagés dans le mouvement pour l'abolition des prisons pour nous amuser, mais pour gagner. Il nous faut pour cela combattre continuellement la violence de l'Etat telle qu'elle se manifeste quotidiennement entre les murs des prisons.

Pour recevoir Newsletter, écrire à : Newsletter, P.O. Box 175,

7900 AD Hoogeveen, the Netherlands.

Pour écrire au collectif: Hapotoc, PO, Box 10638, 1001 EP Amsterdam, the Netherlands.

Le collectif Hapotoc

L'avortement en Chine

ELON un journal de Hong Kong, des femmes chinoises ont été contraintes d'avorter. Le quotidien Zhengming affirme que 4 700 femmes ont récemment avorté dans la province orientale de Canton. En avril dernier, le secrétaire local du Parti communiste disait que la taille des familles devrait être limitée, sans quoi le pays devrait faire face à « un grand désordre ». En outre, il annonçait à ses subordonnés que la campagne pour limiter l'accroissement de la population devrait être menée comme une opération militaire.

Toute femme enceinte sans permission officielle est la cible de la campagne. Des femmes ont été enlevées de leur village et conduites à l'hôpital local. D'autres témoignages évoquent des femmes emmenées menottes aux mains. Les femmes enceintes ont été arrêtées en vertu de mandats les décrivant comme « criminelles » Celles qui refusaient d'avorter trouvaient leur porte scellée ou bien l'eau leur était coupée. Si une femme fuit, son mari est mis en prison tant qu'elle ne se rend pas, et elle doit ensuite avorter.

Ces tentatives désespérées pour ralentir la croissance de la population chinoise représentet un virage complet du contrôle (policier) des naissances depuis Mao Tsé Toung. En effet, quand Mao annonça le « grand bond en avant », il voulait une expansion de la population pour provoquer la croissance industrielle et économique. Son idée était qu'une plus grande population en Chine aurait plus de puissance, avec une plus grande force de travail, et une plus grande armée.

Depuis que Mao est mort, les nouveaux souverains de la Chine ont notoirement modifié l'orientation politique de la Chine. Les échanges commerciaux avec l'Occident se sont multipliés : armes (on s'en serait douté!), mais aussi machinesoutils, ordinateurs... La nouvelle technologie importée nécessite moins de travail que celle produite par la Chine elle-même du temps de Mao. En outre, ce n'est plus le nombre qui aujourd'hui fait la force d'une armée. Ainsi, accroître le nombre des bouches à nourrir n'apporte plus que des problèmes aux dirigeants chinois; la sous-alimentation est chronique dans certaines régions et a déjà provoqué des révoltes. Cela signifie tout simplement que la population est considérée comme du bétail qui est là pour produire et (seulement s'il le faut) se reproduire. Il est remarquable qu'en Inde, Indira Gandhi n'est pas moins cynique dorsqu'elle organise la stérilisation de masse. Ainsi, le contrôle des naissances est, pour l'Etat (qu'il soit marxiste ou « démocratique ») un outil de répression visant à annihiler son incapacité à subvenir aux besoins les plus primordiaux de la population, ce qui est pourtant censé justifier son existence.

Le patrimoine historique de la CNT

EST après de longues négociations avec l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam que la CNT vient d'avoir, le 18 janvier 1982, la garantie de récupérer ses

Les archives furent transférées en France à la fin de la guerre d'Espagne. Peu après, lors de l'occupation allemande, le matériel est passé en Hollande. Le voyage des archives se poursuit par un nouveau transfert en Angleterre lors de l'entrée des nazis aux Pays-Bas. Plus tard, les archives reprendront le chemin d'Amsterdam. C'est avec difficulté que la CNT, reconstituée après la mort de Franco, dut entreprendre de longues négociations déjà entamées par l'exil cénétiste.

Les négociations aboutissent et l'institut d'Amsterdam reconnaît enfin la CNT comme propriétaire de ses archives. Il lui demande la possibilité de faire des micro-films et de donner les archives à une fondation

Nos compagnons de la CNT, dans la volonté de recueillir la mémoire de leur mouvement, désireux de rassembler aussi des archives relatives à l'histoire internationale du mouvement anarchiste s'activent pour mettre en place cette fondation. La CNT de l'extérieur lui a déjà fait parvenir un camion rempli de presse et documents de la période de l'exil.

Les archives stockées à Amsterdam sont d'une importance capitale pour les précisions et les rectifications qu'elles doivent normalement apporter à l'écriture de l'histoire de la révolution

Cent neuf colis composent les archives, des milliers de photos, des documents sur le Parti communiste, sur l'attitude à l'arrière et au front, sur Femmes Libres, les collectivités paysannes, la Colonne de Fer, etc. Bref, de quoi passionner toute personne ayant un intérêt pour la révolution et la guerre d'Espagne.

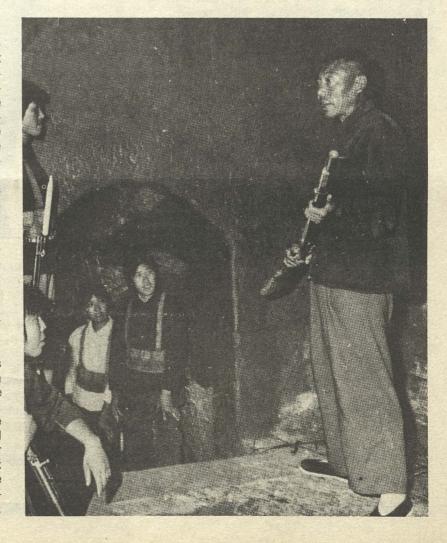
Espérons que cette récupération va être suivie d'une non moins importante récupération d'archives rassemblées par les fascistes à Salamanque et se trouvant aujourd'hui dans les mains de

Les archives ne sont qu'une partie du patrimoine de la CNT ; celle-ci tient aussi à récupérer les innombrables locaux qu'elle avait acquis avant 1936

Depuis maintenant cinq ans, les occupations des locaux ayant appartenu à la CNT se sont multipliés. Peu ont abouti, dans les faits, à la reprise de possession. Cela est d'autant plus difficile à faire admettre aux structures de l'Etat que plusieurs locaux se trouvent maintenant en plein centre des villes qui se sont développées.

La lutte de la CNT contre le vol de l'Etat ne se limite pas à la récupération de ses locaux, elle s'exprime par la volonté d'obtenir le reversement à l'ensemble des travailleurs, sous une forme à discuter, des cotisations obligatoires que prélevait la CNS, le syndicat d'Etat, aux travailleurs espagnols pendant plus de 40

Secrétariat aux Relations internationales



L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS

Chacun sait qu'autrefois la vie quotidienne était profondément imprégnée d'esprit religieux. Cela n'empêchait pas les sociétés compagnonniques ou autres d'entrer en conflit avec les pouvoirs établis, qu'ils soient du domaine seigneurial, royal ou de l'Eglise. Il est donc normal, toutefois, que dans les organisations à caractère mutualiste se reflète cet esprit religieux, et que les sociétés soient souvent placées sous la protection d'un saint ou d'une sainte.

Au début, il ne semble pas que les confréries, pour apporter des secours aux « pauvres gens du métier déchus par le fait de maladie ou de vieillesse », comme il est dit dans un des règlements, aient fait appel au versement de cotisations fixes. Le financement était assuré par les diverses amendes que devaient acquitter maîtres et compagnons lorsqu'ils contrevenaient aux règles de la corporation (malfaçons, travail en dehors des heures ou des jours permis, etc.). Ces ressources provenaient aussi, par exemple, d'une taxe prélevée sur le droit de réception des maîtres, sur l'embauchage des apprentis, des quêtes effectuées auprès de tous les patrons du corps de métier... qui devaient verser leur obole obligatoirement! Les dons étaient également admis.

Par la suite, les ressources financières furent assurées d'une façon moins aléatoire, bien que les amendes aient toujours constitué un apport non négligeable. Les adhérents eurent alors à acquitter des cotisations fixes.

LES SECOURS ATTRIBUÉS

Du fait du caractère religieux que nous avons signalé, la première « prestation » que les sociétés de secours assuraient, c'était les obsèques de l'adhérent qui décédait. La société prenait en charge les frais d'obsèques, de sépulture, lorsque la famille ne pouvait les payer. Tous les membres de la société devaient assister à l'enterrement. En cas d'absence, on payait une amende. Assurer des obsèques dignes aux adhérents fut une constante des organisations de secours mutuels. On la retrouve encore de nos jours, bien que ce ne soit plus un souci primordial ; en effet, presque toutes les sociétés mutualistes ont fondé une caisse « funérailles » destinée à payer aux ayants droit tout ou partie des frais d'obsèques.

Une autre obligation souvent mentionnée dans les statuts, autrefois, était celle de rendre visite aux malades hospitalisés. Les membres de l'association devaient se rendre à l'hospice à tour de rôle. Ceux qui manquaient à ce devoir payaient une amende.

Les autres prestations consistaient à apporter une aide financière à ceux qui étaient empêchés de travailler, à assurer gratuitement les frais de pharmacie et de consultations des médecins. Dans des sociétés groupant des agriculteurs ou des vignerons, il était fait obligation aux adhérents d'assurer les travaux de culture de l'adhérent empêché de les faire lui-même pour cause de maladie ou d'accident. Plusieurs sociétés prenaient en charge les orphelins en payant les frais d'apprentissage. Les veuves pouvaient aussi percevoir des secours.

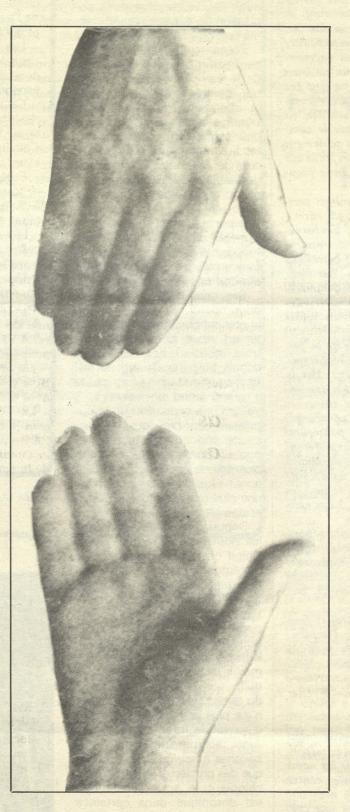
Nous devons constater un autre fait remarquable : ces organisations ont fondé, depuis fort longtemps, ce que nous appelons de nos jours des œuvres sociales, c'est-à-dire des maisons de soins, des hôpitaux. Les confréries mettaient leurs moyens en commun, et lorsque ceux-ci étaient trop modestes pour fonder un hôpital, elles achetaient des lits pour leurs malades dans les hôtels-Dieu. Les ouvriers monnayeurs de Paris, par exemple, achetèrent une maison près de l'endroit où se trouve actuellement l'église Saint-Philippe-du-Roule et en firent une léproserie. D'autres sociétés ont aussi pris des mesures en faveur de leurs sociétaires atteints par cette terrible maladie qui sévissait à l'état endémique dans nos pays autrefois.

Signalons encore que les sociétés d'entraide ne « couvraient » pas tous les risques. En effet, étaient

généralement exclus les blessures produites au cours des rixes, les suites de l'ivrognerie, les maladies vénériennes...

CONDITIONS D'ADMISSION

Des temps les plus lointains jusqu'à une époque récente, une des premières conditions pour être admis dans une société de secours mutuels était que le candidat devait être de bonne vie et mœurs. Jusqu'à la Révolution, il devait faire profession de la religion catholique apostolique et romaine! Cette clause n'a pas empêché les protestants de devenir membres des socié-



tés d'entraide. Il fallait enfin être valide et en bonne santé. Aujourd'hui, il n'est plus question, bien sûr, de demander l'opinion politique ou religieuse de qui que ce soit. Toutefois, pour éviter qu'une personne n'adhère à une société mutualiste uniquement parce qu'elle est déjà malade, chaque nouvel adhérent doit accomplir un noviciat de trois mois, pendant lesquels il paye ses cotisations sans pouvoir percevoir de prestations.

Son adhésion vaut engagement de respecter les statuts de la société. Jadis, le nouvel adhérent devait prêter serment de se soumettre au reglement de la société; ce serment se prêtait souvent — sauf dans les

sociétés compagnonniques - en présence du curé.

ADMINISTRATION — TENUE DES ASSEMBLÉES

Dès la création des confréries, des sociétés de secours, les administrateurs ont été élus. Deux administrateurs géraient les fonds (chacun ayant une clé du coffre et les deux clés étaient nécessaires pour l'ouvrir); un président, nommé alors prévost ou échevin, dirigeait la société. La durée des mandats variait d'une société à l'autre; ils étaient en général d'un à trois ans et parfois les fonctions étaient obligatoires, nul ne pouvait s'y soustraire; elles étaient alors assurées par roulement.

Des assemblées réunissaient les sociétaires pour examiner les affaires de l'organisation. Ces assemblées avaient lieu fréquemment, et étaient strictement réglementées. Des amendes étaient infligées à ceux qui « maudiront leurs frères, jureront, joueront à des jeux quelconques, romperont le silence, auront une tenue inconvenante, seront en état d'ivresse, discuteront de politique ou de religion, ou de choses malséantes, exprimeront hautement leur opinion sur le compte d'un candidat, troubleront les personnes qui auront la parole, etc. » A chaque manquement correspondait une amende, tarifiée, ou une suspension de la société.

Nous trouverons ces prescriptions exagérées, mais nous devons penser que les mœurs étaient rudes, et qu'il fallait certainement, pour qu'une assemblée se déroule normalement, employer des moyens convaincants! En tout cas, il est probable que les assemblées d'alors étaient plus vivantes que celle, par exemple, de cette société de l'Isère dont le compte rendu est ainsi libellé:

« Assemblée générale du 9 juillet 1905 — Les membres de la Société de secours mutuels de l'Imprimerie générale se sont réunis en assemblée générale le 9 juillet 1905, à 11 heures du matin, sous la présidence de M. Breton, président. Le procès-verbal, ainsi que le compte rendu financier de la société sont adoptés. Aucune question ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 heures 14. Le secrétaire. »

Dire que l'adhérent qui n'assistait pas à une telle assemblée risquait une amende ! Il s'agit là certainement d'un cas extrême, d'une société sclérosée. Mais le cas n'est pas isolé.

Pour en revenir aux interdictions énumérées plus haut, précisons que les statuts de nos sociétés actuelles prévoient qu'au cours des assemblées générales, il ne peut être discuté que des affaires de la société et de la Mutualité!

Le fait, pour les travailleurs, de s'être habitués à discuter dans l'ordre les questions soumises aux assemblées, de respecter les décisions prises et les règles édictées en commun, d'accepter un arbitre pour régler les différends, les a probablement habitués à acquérir un sens des responsabilités qui leur a permis de gérer ensuite un grand nombre d'institutions. Dans ce domaine aussi, les organismes mutualistes ont joué un rôle non négligeable.

Voilà donc, rapidement esquissé, un aperçu de l'origine des sociétés mutualistes d'aujourd'hui. Nous pouvons remarquer que ceux qui travaillaient - maîtres et ouvriers - ont constamment rechercher à s'aider contre la maladie, la vieillesse, que ce soit dans un cadre professionnel ou communal. Les statuts, l'organisation des sociétés étaient établis par les adhérents eux-mêmes. Ils ne faisaient pas, évidemment, de la mutualité « scientifique ». Ils versaient des cotisations dans une caisse et distribuaient des secours à ceux qui en avaient le plus besoin. S'ils ne pouvaient pas, comme de nos jours, établir des budgets prévisionnels, ils étaient guidés par leur besoin de solidarité. A ces époques, la maladie, les épidémie, la famine frappaient souvent et, dès leur plus jeune âge, les travailleurs en connaissaient les tragiques conséquences. Qu'ils aient compris la nécessité de l'union pour lutter efficacement contre l'adversité, est tout à fait remarquable.

(Fin de la 2° partie). André DEVRIENDT

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

NOTE DE LECTURE

« GAVROCHE »

HÉ, les nostalgiques de l'histoire, le « Peuple français » nous revient, après une longue absence. Nouvelle présentation, monocouleur, papier moins luxueux, le « Peuple français » s'appelle maintenant « Gavroche », animé par la même équipe, ayant su surmonter les gros problèmes financiers que supportent tous les travaux originaux de gens courageux et indépendants. C'est l'histoire du petit qui n'a pas peur des gros.

Si vous en avez marre de Nostradamus et des cataclysmes grotesques des rapaces de l'édition qui nous bassinent avec leur merde luxueuse, si vous n'en avez rien à foutre de la couleur des dessous des courtisanes de Lous XIV ou des calculs savants de la stratégie napoléonienne, « Gavroche » est fait pour vous.

Le premier numéro vient de sortir ; au sommaire : que du bon.

Si vous voulez revivre les joies, les souffrances, les luttes qui jalonnent l'histoire du peuple français, des travailleurs, de ceux qui se sont fait toujours avoir par les grands, les puissants, l'armée et le clergé, vous savez ce qu'il vous reste à faire. Si vous ne voulez plus être une page d'histoire que liront, avec une larme à l'œil, vos arrière petits-enfants, vous savez ce qu'il vous reste à faire également.

Joël



- Vie et mort du roi boiteux

J USQU'AU 27 février 1982, on peut voir à la Fondation Deutsch de la Meurthe, 37 bd Jourdan, 75014 Paris (Cité universitaire), une pièce intitulée Vie et mort du roi Boiteux, interprétée par la Compagnie des Quatre chemins.

Cette épopée en trois actes nous conte la vie de deux familles, les Roberge et les Ragone qui, se détestant, vont représenter dans un unique décor, la vie, l'aventure, l'amour, la haine et la mort que chacun désire éprouver sur terre. Par les jeux de ces (grands) enfants, nous allons vivre l'aventure, transportés d'un bout à l'autre de la terre, passant d'un seul coup de l'amour sensuel à la mort provoquée. Le roi Boiteux, c'est le fils d'une des deux familles qui se prend, comme les autres d'ailleurs, pour un héros, mais il boîte. Tous les personnages, parents et enfants, boîtent, se trainent, ceci pour ne pas oublier qu'ils sont prisonniers de la pauvreté et que leur seule issue pour en sortir, c'est de rêver qu'ils sont puissants, bien que ce soit cette puissance extérieure à eux qui les fasse vivre comme des bêtes.

L'auteur, Jean-Pierre Ronfart, a produit cette première partie de la pièce (car il y en a deux) à Montréal en juillet 1981 sous forme de théâtre-feuilleton, c'està-dire un acte d'une heure chaque jour.

La mise en scène est assurée par Catherine de Seynes (qui a été l'invitée de Radio-Libertaire le mardi 26 janvier 1982) qui a su créer, avec les petits moyens dont la troupe dispose, un théâtre (dans un endroit qui n'en est pas un) fantastique et merveil-

Représentations : tous les jours, sauf dimanche et mardi, à 20 heures précises. Tarif réduit pour les possesseurs de la carte de soutien de Radio-Libertaire.

Christophe (Gr. de Bobigny-Drancy)

Défense d'en parler

Al pas vu, mais les enfants m'ont raconté. Pendant deux heures, les quatre acteurs font corps avec leur public, du moins une partie de celui-ci, car un parti-pris farouche a fait reléguer les adultes au fond de la petite salle, les enfants étant assis sur des bancs ou sur la moquette dans l'aire qui délimite la scène.

Ils ont ri, ils ont participé, ils ont appris et ils se sont bien défoulés. Ils ont aidé les « catalyseurs » à leur montrer, à leur expliquer les différents phénomènes dont on parle si rarement en groupe. Sur différents thèmes, rapports de sexualité, phénomènes de fécondation, différences homme-femme réelles et imaginaires, etc. Ils ont crié, chanté, dansé. Ils ont déversé tout ce que leur répertoire leur permet et qu'on leur demande en général de taire, y compris pour leur côté scato. Ils ont découvert d'autres termes, parties du corps mal connues d'eux, organismes ignorés ou phénomènes totalement incon-

En tout cas, ils ont passé une bonne après-midi et il semble qu'ils aient beaucoup retenu, et ce, en totale liberté. Quant aux adultes, s'ils n'étaient que spectateurs, ils ont quand même bien ri.

J.S. « Défense d'en parler », au Théâtre Présent, 211, av. J. Jaurès, Paris 19^e.

La Danse du diable

P HILIPPE Canbère, ancien acteur de la troupe du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, interprêtant le rôle de Molière dans le film du même metteur en scène fait, dans La Danse du Diable, cavalier seul.

Porté jusqu'à présent par la sécurité de la vie en compagnie, il a choisi le risque de monter lui-même sa pièce. Ayant coupé le cordon ombilical avec Ariane, il est parti à la recherche de ses racines et surtout de sa mère.

Pendant deux heures et demi, Canbère interprète un nombre invraisemblable de rôles et cela, sur un rythme effrené. Il s'agit pour la plupart des vedettes des années 60, de De Gaulle à Malraux, en passant par Sartre, Johnny Hallyday, Mauriac.

Lorsqu'il joue sa mère, la femme de ménage, son professeur d'art dramatique, l'acteur nous fait entrer de plein pied dans la réalité de son enfance avec des accents de justesse qui touchent.

Autant le dire tout de suite, Philippe Canbère est un comédien incomparable. Certes, ce spectacle, où il se livre et se délivre de son enfance, et peutêtre par moment trop lourd de personnages, et le rapport texte/ gestuel pas toujours réussi. Mais pendant ces deux heures, on ne peut qu'être touché par la chaleur, la tendresse qui se dégagent d'un spectacle où nous retrouvons nous aussi l'écho des souvenirs enfouis.

Myriam

CHANSONS

Gaston Couté chante la Loire

nous mène en bateau, au fil de l'eau, racontant le fleuve, son histoire, dans le balancement des mots qui coulent ; il navigue à vue, au nez, à l'oreille aussi, tous les sens offerts à ces paysages, aux gens qui les habitent, et donne à sentir, au long des couplets, que ce beau pays est doux à aimer et donne à penser, à chaque refrain, qu'il serait malsain de trop l'exploiter ; le voyage est riche des poètes de la Loire, arrosé des vins du terroir, désinvolte, avec ses excursions - jusqu'à Terre-Neuve! - en révolte, avec sa colère à contre-courant, et sa récolte avec son flot d'émotions, baigne l'espace d'une très belle musique qui transporte le spectateur comme la crue se prolonge en blé ondoyant.

Gérard Pierron, qui vient de chanter Gaston Couté à Paris — c'était très bon — entend remanier ce nouveau spectacle, autant que parfaire se peut. Rendez-vous dans quelques semaines, après les récitals de Couté pour les copains de province ; à Montluçon le 23, à Roanne les 24 et 25 et à Saint-Flour le 26 février.

Saluons ses excellents compères: Eddie Shass aux pianos à bretelles et à queue, Didier Levallet à la basse, Paul Mabby, guitarre, et un violoniste dont le nom me reviendra.

Jean



• THÉÂTRE :

Propos du petit déjeuner à Miami est une pièce tirée de l'œuvre de Reinhardt Lettau : Früstücksgespräche in Miami (parue en français aux éditions du Seuil en 1981). A partir des propos échangés au cours de leurs petits déjeuners par d'anciens dictateurs latino-américains réfugiés à Miami, la pièce permet de démonter le fonctionnement du mécanisme redoutable et banal qu'est toute forme de fascisme. Jusqu'au 14 mars, au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers : du mercredi au samedi à 20 h 30, le mardi à 19 h 30 et le dimanche à 17 heures. (Réduction pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

Les Etoiles se marrent doucement, jusqu'au 21 février au studio Berthelot (6, rue Marcellin-Berthelot à Montreuil). Du lundi au samedi à 21 heures et le dimanche à 15 heures.

Les Rimailleries du gars Jean-Pierre (c'est pas pas' qu'on est cul terreux qu'on a pas l'droit d'ram'ner sa fraise!), de Jean-Pierre Girard et son Vielleux, à la 25^e Heure, 4, rue Descartes, Paris 5^e, du mercredi au samedi à 22 heures (20 francs au lieu de 25 pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

Et toujours l'increvable Théophile et son spectacle : Il y a partout des journées de chiens écrasés qui te font l'amour, à la 25° Heure, à 21 heures, du mercredi au samedi (20 francs au lieu de 25 pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

La secrétaire, à la MJC de la Seine-Saint-Denis à Aulnay-sous-Bois (134, rue A. France) : le 18 février à 18 h 30, les 19 et 20 à 20 h 30, et le 21 à 16 h 30.

Les représentations des *Ecrits contre la Commune* sont prolongées jusqu'à la fin février à la Cartoucherie, route de la Pyramide, Paris 12°: du mardi au samedi à 20 h 30, matinées les samedis et dimanches à 16 heures. (25 F au lieu de 40 pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

• MARIONNETTES :

Bruce Schwartz: au Petit TEP, 1es 18, 19 et 20 février à 20 h 30

et le 21 à 15 heures.

Taema de Jean-Pierre Lescot à 20 h 30, les 23 et 34 février au Petit TEP. C'est « un spectacle étrange dont les images expressionnistes composent les figures d'un tarot inquiet et fragile : fantômes, corps d'oiseaux magiques, transparences et mystères, tremblements de l'émotion ou fluctuation du mensonges ? »

• CONCERTS

Jean Guidoni : à 21 heures, les 24 et 25 février à l'Espace Duchamp Villon à Rouen.

Pascal et Claire Genneret seront à Rezé (44) le 19 février au Théâtre municipal.

Font et Val : le 23 février à Beauvais (ASCA) et le 29 à Commercy (Salle des Roises).

Gérard Pierron : le 23 février au Théâtre municipal de Montluçon. Michèle Beruard : le 19 février au Théâtre municipal de Colombes.

Concert et bal folk traditionnel français (avec la participation de P. Ladone, Ch. Oller, F. Paris et C. Polès), le 20 février à 21 heures à la MJC de Ris-Orangis (rue Johnstone-Reckitt).

Rock sudiste engagé avec « Sans issue », le vendredi 19 février à 21 heures à la Salle des Fêtes d'Alençon. Prix : 25 francs (réduction de 5 francs à tous les porteurs du ML).

Philippe

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Usines, Mougin	12 F
Hommes, Martinet	15 F
Dans la petite ville, Philippe	42 F
L'Ascension, Bourgeois	30 F
Une saison espagnole, Blangenois	15 F
Chants du passager, Martinet	36 F
L'année rustique en Périgord, Le Roy	15 F
Où va la Révolution russe, Serge	9 F
Georges Brassens, Berruer	50 F



E lecteur qui tourne les pages de l'histoire de ces cent dernières années ou qui écoute les commentaires de l'érudit qui les relate, a l'impression que les populations affolées ont senti longtemps auparavant venir les deux grandes Guerres mondiales qui ont ensanglanté le siècle. C'est à la fois vrai et faux. Que des politiciens notoires, des diplomates en charge dans des capitales étrangères, des personnages cosmopolites comme les journalistes en renoms ou les présidents de grandes sociétés internationales aient pu prévoir la catastrophe, et que même sans y croire tout à fait ils l'aient prédite, c'est incontestable! On relèverait facilement des déclarations de quelques-uns de ces hommes avertis qui passeront, aux yeux de l'histoire, pour plus intuitifs que d'autres (ainsi tel de Gaulle!), même si auparavant ils s'étaient trompés de multiples fois. Mais les peuples, matière première aux boucheries périodiques, c'est autre chose!

Pour les hommes de ma génération, qui n'étaient pas dans le secret des dieux, cette guerre de 1939, dont on évoquait les possibilités depuis quelques années, ils n'y croyaient pas! Tout, d'ailleurs était fait pour qu'ils n'y croient pas, de façon à ce que la surprise soit un élément de soumission à une fatalité que rien ne pouvait écarter. De l'armée français - « la première du monde, môssieur » - au rouleau compresseur soviétique, en passant par l'Angleterre, l'Amérique, l'Empire colonial, le prolétariat, les moustaches de Staline, le parapluie de Chamberland, la cravate douteuse de Laval, les murs en carton-pâte de la ligne Siegfried, le bobard circulait, projeté par le politicien de droite comme de gauche, par celui qui était au pouvoir comme celui qui désirait y parvenir. Il s'agissait de rassurer le peuple, de le mettre en confiance. Munich, si on excepte les quelques pacifistes ahuris qui s'y mêlèrent - on se demande pourquoi - fut plus une manifestation politique orchestrée par la droite prenant le désir de paix naturel des hommes comme élément de propagande en faveur de l'Axe, que le reflet d'une population persuadée que la guerre était inévitable. Ét ceux-là même qui déclareront la guerre, comme ceux qui seront contraints de la faire, attendront l'arme au pied dans les casemates de la ligne Maginot je ne sais quel miracle qui obligerait Hitler à devenir raisonnable. Il faudra que l'armée allemande envahisse la Pologne pour que la drôle de guerre change enfin de visage.

Depuis que les Guerres mondiales, où les peuples s'affrontent totalement, ont remplacé les guerres « aimables » où de petites armées manœuvraient sur les confins en chantant la chanson de monsieur de

Turenne qui avait franchi le Rhin, c'està-dire depuis les débuts du siècle dernier, la guerre se prépare en mettant un masque rassurant sur le visage des hommes dont dépendra la décision. Naturellement, les blocs constitués par des nations associées pour la domination du monde se lancent des accusations... toujours les mêmes! Eux, ils sont pour la justice, la paix, la liberté... tiens, et c'est nouveau, pour les droits de l'homme! Le coupable c'est l'autre! Comme aux déclarations des potentats d'autrefois, les peuples veulent croire aux proclamations des « dirigeants » d'aujourd'hui. Les peuples portent la paix dans leur cœur, et il faut l'assassinat de Jaurès ou le Pacte germano-soviétique pour que le voile se déchire.

Aujourd'hui, dans le monde coupé en deux, finies les bonnes manières des diplomaties en dentelle. Lorsque le ton monte, la catastrophe est à la merci de la moindre erreur de parcours, d'un mot qui engage la « dignité » d'un pays placé devant l'impossibilité de faire marche arrière, comme la Russie en Afghanistan par exemple, et la politique du bouton atomique a une autre dimension que la politique de la canonnière. Les maîtres du monde l'ont bien compris, et depuis la chute du Premier Empire où Talleyrand et Metternick organisaient le congrès de Vienne qui divisait déjà le monde en blocs, ils ont inventé des villes inconnues du commun aux parfums de rêve : Locarno, Stresa, Algésiras, Thoiry, Helsinki, où les diplomates de seconds rangs se rencontrent pour conserver le contact, parler de choses « futiles » auxquelles personne ne croit, comme la paix, la coopération, l'entente cordiale ou pas, préparant les rencontres de premier rang dans une ville capitale entre les quelques personnages qui décideront de tout. Et effectivement, la dernière en date de ces plaisanteries de mauvais goût qui ont meublé la diplomatie de l'après-guerre a été la conférence d'Helsin-

Autrefois, on parlait de la paix et de la guerre. A Helsinki, on a rajeuni le sujet : on a parlé des droits de l'homme! Ça avait un petit air moderne, ça ne pouvait que plaire aux Soviétiques dont les bastilles sont pleines jusqu'à la gueule, ça ne pouvait que flatter la vanité des Français chatouilleux sur les grands principes de la révolution de 89, ça ne pouvait qu'agréer aux Américains, aux Anglais et aux autres, toujours prêts à abriter leur appétit derrière les grands principes. A Helsinki, les bons sentiments coulèrent à flots ; rien ne fut oublié de ces nobles principes qui enchantent les âmes délicates. Seule une clause aurait pu troubler ces bonnes consciences si les unes n'avaient été si légères et les autres si roublardes. Il s'agit de la clause du traité qui permet au pays signataire de ranger tout cet attirail humanitaire dans des tiroirs si le gouvernement de ce pays juge que ces libertés, ces droits de l'homme solennellement proclamés mettent en danger la sécurité de la nation. C'est à partir de cette clause que le général Jaruzelski a pu justifier la suppression des syndicats en Pologne, c'est à partir de cette clause qu'on a pu voir, à Madrid, le représentant soviétique, le sieur Tchernento, béat, proclamer que le gouvernement polonais n'avait fait, en décrétant l'état de guerre, qu'appliquer le paragraphe de l'accord d'Helsinki qui permet de suspendre toutes les libertés. Il est vrai que ce drôle nous avait déjà fait le numéro à la télévision française.

Après avoir protesté de leur bonne foi, les représentants des deux impérialismes qui s'affrontent à Madrid, vont se séparer avec la certitude d'avoir engrangé suffisamment d'arguments pour convaincre leur opinion publique de leur bon droit! Et c'est ça qu'ils étaient venus chercher en Espagne. Après ce baroud d'honneur, la conférence sera suspendue, juste le temps nécessaire à la Russie pour digérer la Pologne et l'Afghanistan, juste le temps pour les Etats-Unis de rétablir l'ordre « démocratique » (sic) en Amérique centrale. Juste le temps de choisir une autre ville, sur le bord de la mer ou au pied d'une montagne, une ville touristique, si possible, avec un confort hôtelier de premier choix, et la comédie recommencera. Conférence de la paix, conférence de la coopération, conférence des droits de l'homme..., conférence mon cul, comme dirait Zazie!

Que reste-t-il de ces traités qui ont parsemé l'histoire? Verdun, Wesphalie, Vienne, Versailles, Berlin? Rien, sinon des figurines dans les dictionnaires ou des dossiers poudreux dans les archives des chancelleries! Du traité de Verdun au traité de Versailles, plus de mille ans de mensonges, de duplicité, de reniements, de documents envolés en poussière..., du mouron pour les petits oiseaux! Le résultat de ces traités, ce fut d'abord des Etats qui se déchirent pour un lopin de terre, ce sont aujourd'hui des blocs qui s'affrontent pour la possession du monde. Madrid, bien sagement, s'inscrira à la suite de ces monuments à la bêtise humaine. Ça dure depuis les premiers âges, et ça durera jusqu'à la fin des sociétés où le profit, l'autorité et le pouvoir sont rois.

Le sentiment de l'inutilité de ces parlottes, de leur nocivité même, car elles confortaient les régimes dont elles étaient le fruit, le mouvement ouvrier l'a ressenti tout de suite. Il a cherché la parade à ces blocs qui se constituaient dès le milieu du siècle dernier pour dominer le monde et imposer le système capitaliste qui venait de naître! Cette parade ce fut l'Internationale! L'esprit de l'Internationale se créait à l'instant même où l'économie capitaliste débordait les nations et où les blocs se formaient pour imposer leurs règles par-dessus les frontières aux bourgeoisies cocardières.

L'esprit internationaliste, puis la création de la Première Internationale fut la première riposte des travailleurs à la constitution de blocs en lutte pour le partage, voire la domination du monde. Et la première manifestation de cette Internationale fut justement l'appel de la section française à la veille de la guerre de 1870 : « En présence de la guerre fratricide qui vient d'être déclarée pour satisfaire l'ambition de notre ennemi commun, de cette guerre horrible dans laquelle sont sacrifiés des milliers de nos frères..., nous protestons au nom de la fraternité des peuples contre la guerre et ses auteurs... », proclamaient Eugène Varlin et ses amis.

L'Internationale qui venait de naître était trop faible pour écarter la guerre. Les autres organisations internationales qui lui succédèrent ne furent que des instruments aux mains des nations qui les manœuvraient. A peine né, l'internationalisme prolétarien, seul moyen de mettre en échec les pactes, les traités, les conférences fruits de la politique d'agression des classes dirigeantes des grands impérialismes, était détourné de son but par les partis « socialistes » l Ceux-ci, au pouvoir ou en passe d'y accéder, déviant les sections nationales de leur œuvre de paix pour les faire servir leurs intérêts impérialistes.

Que font aujourd'hui, à Madrid, ces personnages qui se réclament du socialisme? A Madrid, on essaie de donner vie à une mascarade d'Helsinki, montée de toute pièce par les impérialismes communistes et occidentaux dans le but de mieux choisir le moment où la guerre peut être juteuse pour celui qui se croira en position de force.

Il n'existe plus aujourd'hui d'organisations susceptibles de faire front devant la guerre qui nous menace et qui nous détruira, et pourtant, seul l'esprit de solidarité internationale peut faire le barrage au danger et orienter les économies dans l'intérêt des hommes et contre l'impérialisme des nations et de leurs dirigeants.

Aujourd'hui, à Madrid, on joue la comédie des droits de l'homme élaborés à Helsinki par des impérialistes qui avaient besoin de souffler un instant avant de reprendre leur politique de rapines et de guerres. Souvenons-nous que les droits de l'homme, c'est à Londres, en 1864, qu'ils furent une fois pour toutes définis, lorsque les travailleurs construisirent la Première Internationale.

Maurice JOYEUX